

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 533**

**Juin-Juillet-Août 2019**

56<sup>e</sup> année - 1 € / 3 CHF /  
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20  
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- Belgique. Face à la montée de l'extrême droite...
- «Marche Européenne» à Bruxelles: A Bas l'Europe du capital!
- Solidarité de classe avec les masses victimes de la guerre civile en Libye !
- «Maghreb Socialiste» à contre-sens
- Les démocraties européennes, sponsors de l'esclavage en Érythrée
- Cameroun. la botte de l'impérialisme français
- Argentine. Face à la crise et à la misère
- Colombie. Face à l'offensive et à la terreur bourgeoises
- Lutte Ouvrière et la Russie de Poutine
- L'écologie au coeur des ténèbres
- Belgique: après la grève générale
- Etats-Unis: Lutte des femmes de chambre
- Etats-Unis. Grève des professeurs de Los Angeles

## Algérie: crise politique et lutte de classe

Le 12 juillet l'Algérie a connu son 21<sup>e</sup> vendredi (jour férié dans le pays) de manifestations; en dépit de la chaleur torride encore une fois des centaines de milliers de personnes sont sorties dans les rues pour demander la fin du «système» politique en place.

Ni les maigres gestes d'«ouverture» du pouvoir (comme la nomination pour la première fois d'un député d'opposition à la présidence du parlement après la démission du président précédent, ou ses appels au dialogue), ni la répression et les manoeuvres de division des manifestants (arrestations de porteurs du drapeau berbère, etc.), n'ont eu les effets escomptés.

Les autorités ont été contraintes d'annuler les élections présidentielles qui auraient dû avoir lieu le 4 juillet, aucun candidat sérieux n'osant se présenter, tant étant généralisé parmi la population le discrédit du mécanisme électoral, après tant d'années de truquage éhonté – dont la candidature de la momie Bouteflika, incapable de par-

( Suite en page 6 )

## Après les élections européennes Vers de nouveaux affrontements sociaux

Les marxistes ont toujours expliqué que les élections, et plus généralement le système parlementaire bourgeois, sont un moyen de duper les prolétaires; en se présentant comme le moyen donné à chacun de peser par son vote sur les orientations politiques, sociales et économiques de l'Etat, elles font croire que cet Etat est un organe neutre, un «bien commun» au-dessus des classes, alors qu'il est en réalité une **institution de classe** répondant uniquement impératifs du maintien et de la défense du capitalisme. Aucune majorité électorale ne pourra jamais faire fonctionner en faveur des prolétaires cette machinerie édifée depuis des siècles comme instrument de domination et de répression des masses exploitées: elle devra être détruite par la révolution!

Les élections sont donc un puissant outil de défense de l'ordre établi et de stabilisation de la société bourgeoise parce qu'elles font croire aux exploités que pour défendre leurs intérêts, pour

résister au capitalisme, il existe une autre voie que la lutte collective et directe.

C'est précisément la raison pour laquelle les impérialistes poussent les Etats fragiles et instables à installer des mécanismes démocratiques, à organiser des consultations électorales servant de soupapes de sécurité pour faire retomber les pressions sociales et politiques internes.

Mais pour que la démocratie puisse pleinement jouer son rôle de conservation sociale, les mécanismes formels sont insuffisants; il faut surtout qu'elle ait une certaine crédibilité concrète. Le capitalisme national doit être suffisamment riche pour concéder quelques miettes à l'issue de changements politiques, accepter quelques réformes, tolérer même quelques limitations à l'exploitation et laisser s'exprimer dans une certaine mesure les manifestations de mécontentement – dans le but de maintenir l'essen-

( Suite en page 2 )

## Au Soudan, l'interclassisme et le démocratisme mènent la révolte à la défaite

Lundi 3 juin, après avoir coupé l'électricité dans le centre de la capitale Khartoum et bloqué le réseau internet, le Conseil Militaire de Transition (CMT), l'instance militaire dirigeant actuellement le pays, envoya des commandos de policiers et de paramilitaires attaquer le sit-in qui se tenait depuis plusieurs semaines devant le quartier général de l'armée, et enlever les barricades érigées dans divers quartiers. Des hôpitaux où se trouvaient des blessés ont été attaqués par les commandos qui s'en sont pris au personnel soignant, des femmes ont été violées, etc. Les forces militaires sont également intervenues dans les autres villes du pays : Nuhood, Atbara,

Port Soudan, et autres.

Au moment où nous écrivons, le décompte, encore provisoire, des victimes dans la capitale se monte à 116 morts (y compris les cadavres retrouvés dans le Nil) et plusieurs centaines de blessés, et un nombre indéterminé de responsables politiques et de militants ont été arrêtés ou ont disparu.

\* \* \*

Les manifestations avaient commencé au Soudan dès le début de l'année dernière contre les hausses des prix de la farine et du pain conséquence des

( Suite en page 7 )

## Après les élections européennes Vers de nouveaux affrontements sociaux

( Suite de la page 1 )

tiel: le consensus autour du statu quo, autrement dit la paralysie du prolétariat qui assure la paix sociale nécessaire au fonctionnement régulier de ce mode de production.

Dans les pays les plus pauvres où le capitalisme ne peut se développer que par une exploitation féroce, il n'existe guère les moyens d'assurer une base matérielle au système démocratique; la démocratie y est par conséquent chétive et étriquée, elle n'arrive pas à amortir ou à dissimuler les rapports de force fondamentaux du capitalisme et la répression brutale y est souvent la règle.

Mais même dans les pays les plus riches, les crises économiques successives entraînant la baisse des taux de profit poussent inexorablement aux **contre-réformes** qui remettent en cause les anciens avantages, les mesures sociales, les «amortisseurs sociaux», etc., qui accentuent l'exploitation capitaliste et renforcent la pression sociale. La base matérielle de la démocratie s'affaiblit parallèlement; une conséquence est un phénomène constaté depuis des années et qui inquiète les bourgeois: non seulement les prolétaires sont de plus en plus nombreux à se détourner du mécanisme électoral mais les partis réformistes, démocratiques et électoralistes jusqu'au bout des ongles qui en sont l'un des piliers, ne cessent de perdre leur influence sur eux.

Cela ne signifie pas que l'**idéologie** et la **praxis** démocratiques soient mortes ou même sérieusement affaiblies; mais cela signifie, comme nous l'avons souvent répété, que les liens qui entravent depuis des décennies le prolétariat s'affaiblissent, facilitant potentiellement la survenue d'explosions sociales et un renouveau des luttes.

Les derniers mois en ont fait la démonstration pratique.

Dès son intronisation, le gouvernement Macron a continué les attaques anti-prolétariennes sur la lancée du gouvernement Hollande; mais répondant aux pressions des cercles capitalistes les plus puissants, inquiets de la dégradation de la rentabilité de leurs entreprises et de leur perte de compétitivité par rapport à leurs concurrents, il avait décidé d'en accélérer le rythme, court-circuitant à cet effet les syndicats et les dits «corps intermédiaires» et initiant une «recomposition» du théâtre politique bourgeois.

Tout a parfaitement fonctionné dans

un premier temps. Bien qu'en ronchonant d'être tenues à l'écart, les centrales syndicales ont joué avec efficacité leur partition de contrôle et de stérilisation des réactions prolétariennes. Mais le gouvernement a buté sur l'éclatement inattendu à la fin de l'année dernière du mouvement des Gilets Jaunes.

L'alerte a été chaude. Né et se développant en dehors des organisations collaborationnistes et des partis bourgeois, refusant la mascarade des négociations arrangées à l'avance, le mouvement semblait être une force élémentaire incontrôlable. En particulier sa popularité parmi les larges masses a fait craindre aux autorités une contagion à la classe ouvrière proprement dite. Le rôle des syndicats a été dans ces circonstances particulièrement précieux pour tenir le front social, en arrêtant les luttes au plus fort du mouvement (cas de la grève des camionneurs) et en organisant quand il était en déclin des initiatives sans lendemain de prétendues «convergence des luttes» pour

### QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS

Si les élections ne constituent pas un enjeu pour les prolétaires, elles sont par contre un moment clé de la vie politique bourgeoise et un facteur très important de la domination politique de la classe capitaliste sur la société. Il est donc important d'en tirer les enseignements.

Le premier résultat dont les commentateurs politiques se sont en général félicités en parlant de «bonne surprise», c'est la participation électorale; elle a été en effet en hausse par rapport aux précédentes élections européennes, alors que l'on s'attendait à une nouvelle baisse: un peu plus de 50% des inscrits se sont déplacés pour participer à un scrutin sans enjeu tangible.

C'est indéniablement un succès pour l'ordre bourgeois, dont les Gilets Jaunes sont en partie responsables,

### RESTRUCTURATION DU THÉÂTRE POLITIQUE

C'est le score des autres partis qui indique que le théâtre politique bourgeois est encore en pleine restructuration, deux ans après l'élection de Macron. Les deux partis qui depuis plus de trente ans en étaient les piliers se sont effondrés: la liste des Républicains passe de 20% au premier tour des présidentielles de 2017 à moins de 8,5% des suffrages exprimés, celle du PS stagne à son niveau historiquement bas de 2017 avec

faire retomber la pression.

Cependant la nature interclassiste du mouvement et la prédominance en son sein d'orientations petites bourgeoises constituaient en réalité un obstacle insurmontable à une contagion: les prolétaires d'usine ont observé avec sympathie la révolte des Gilets Jaunes, ils n'y ont pas participé, sinon de façon marginale. La répression gouvernementale, couplée avec la dénonciation des «casseurs», l'organisation du «grand débat» auquel ont participé tous les partis, et même parfois des Gilets Jaunes, et l'approche de la grande messe démocratique des élections européennes ont fait le reste.

Le mouvement a eu la force de s'opposer aux diverses tentatives de récupération politique, y compris sous la forme de partis Gilets Jaunes ou de la constitution de listes électorales; il ne pouvait avoir celle de s'opposer à la démocratie bourgeoise, puisque la revendication démocratique du référendum d'initiative citoyenne (RIC), était devenue sa revendication politique centrale. Il était donc parfaitement logique que ses porte-parole appellent à participer aux élections européennes et fassent campagne contre l'abstention, signant ainsi la fin en eau de bouillon du mouvement.

comme nous l'avons vu.

On peut arriver à la même conclusion en considérant la stabilité des deux premières listes, celle de La République en Marche et elle du Rassemblement National, qui retrouvent à quelques petites variations près, le même score qu'au premier tour de la Présidentielle: aucune trace de crise politique provoquée par les Gilets Jaunes!

Certains incorrigibles démocrates d'«extrême gauche» y voient un «*dysfonctionnement majeur dans notre démocratie*» (1), alors qu'il s'agit au contraire d'une manifestation de l'efficacité de la démocratie au service du maintien du statu quo social. Le gouvernement a réussi, au moins pour un temps, à surmonter les difficultés rencontrées – et il claironne du coup qu'il a reçu un encouragement à persévérer sur sa voie.

un peu plus de 6%. «La France Insoumise» qui avait fait sensation aux présidentielles en obtenant 19,5% des voix tombe à 6,3%: les mélenchonistes ont perdu encore plus d'électeurs que les Républicains! Benoît Hamon qui incarnait la gauche du PS arrive péniblement à dépasser les 3% tandis que le PCF qui pour la première fois depuis longtemps se présentait sous ses (très pâles) couleurs (2) atteint moins de 2,5%.

Cette déroute de ce que l'on appelle il n'y a pas si longtemps les «partis de gouvernement» s'explique par leur usure dans une situation de difficultés économiques et sociales persistantes.

Si la grande récession de 2008 a été surmontée, ses effets continuent à se faire sentir, le capitalisme mondial n'ayant toujours pas retrouvé la santé. Partout en Europe apparaissent et se développent des forces politiques qui expriment le besoin du capitalisme à accroître la pression et la répression sociales dans cette période de montée des tensions à tous les niveaux, y compris entre «partenaires européens», alors que s'affaiblissent presque partout les partis de gauche qui géraient plus particulièrement les politiques sociales: l'heure est au redoublement des attaques capitalistes pour sauver les profits, pas à la redistribution de quelques

### SUCCÈS ÉLECTORAL DES ÉCOLOGISTES

Parmi tous les partis en lice dans le cirque électoral, les véritables vainqueurs ont été les écologistes, portés par les récentes manifestations sur ce thème: ils ont obtenu 14% des voix. Leur orientation centriste (ni droite, ni gauche) et pro capitaliste, a séduit des électeurs qui à la présidentielle avaient voté Macron et d'autres Mélenchon ou Hamon (que soutenaient alors les Verts). L'analyse sociologique indique que cette ligne politique coïncide avec l'appartenance de classe de leurs électeurs: les Verts font leurs meilleurs scores parmi les «catégories supérieures» et les plus

### ABSTENTION MASSIVE DES PROLÉTAIRES

Mais toutes ces considérations doivent être relativisées par la persistance d'un abstentionnisme massif, même s'il a un peu diminué à la suite de la dramatisation de l'élection qui l'a transformée en une sorte de référendum pour ou contre Macron. Si l'on calcule par rapport aux inscrits, la liste du RN ne fait plus que 11,9 %, celle d'En Marche 11,2%, les Verts, 6,5%, les Républicains 4,3%, la France Insoumise et le PS 3,4%, etc.

Cette abstention est surtout massive chez les prolétaires; par exemple si plus des deux tiers des inscrits du quartier huppé qu'est le Ve arrondissement de Paris sont allés voter, près de deux tiers des inscrits se sont au contraire abstenus à Saint Denis et les chiffres sont encore plus élevés dans les quartiers les plus prolétariens de cette ville de la proche banlieue parisienne.

Notre site Internet :  
www.pcint.org  
Adresse e-mail :  
leproletaire@pcint.org

miettes de ces profits!

Signalons aussi que l'«extrême» gauche électoraliste n'échappe pas à l'effondrement électoral du réformisme traditionnel.

Représentée par Lutte Ouvrière pour qui le NPA, qui n'avait pas réussi à recueillir un financement suffisant pour faire campagne, appelait à voter, elle ne fait que 0,78% des voix. En pourcentage elle perd 56% des suffrages qui s'étaient portés sur LO et le NPA aux présidentielles, une chute sans doute un peu moins importante que celle essuyée par la France Insoumise (65% de baisse), mais cependant impressionnante. On comprend pourquoi après ce résultat LO se mette à fustiger sur ses colonnes les «illusions électorales» – qu'elle contribue pourtant régulièrement depuis tant d'années à alimenter!

fortunés, et leur plus mauvais parmi la catégorie «ouvriers» et les moins fortunés. C'est une confirmation supplémentaire s'il en fallait que l'idéologie et la politique écologistes sont intégralement bourgeoises.

Au niveau international la démonstration en a été faite depuis longtemps par les *Grünen* allemands qui ont participé à divers gouvernements fédéraux et nationaux, avec des partis de droite comme de gauche. Ils sont arrivés en deuxième place derrière les conservateurs de la CDU-CSU, avec près de 21% des suffrages, lors des élections européennes.

Si l'on ajoute les non-inscrits (qui représenteraient plus de 10% des personnes en âge de voter) et les travailleurs immigrés qui constituent une partie non négligeable de la classe ouvrière, on constate une nouvelle fois que la grande majorité des prolétaires n'a pas participé au cirque électoral. Cela ne signifie pas qu'ils aient adopté les thèses marxistes sur les élections; mais cela signifie que les mécanismes paralysants de la démocratie bourgeoise ont moins de prise sur eux. Cet affaiblissement des liens interclassistes de la démocratie bourgeoise – ou, pour citer le jargon des sociologues, de «la capacité d'inclusion de notre démocratie représentative» (4) – en acte depuis des années, parallèlement à la réduction voire au démantèlement des amortisseurs sociaux et à l'accentuation des attaques capitalistes, est de bon augure. Ce sont les faits eux-mêmes qui démontrent aux prolétaires que les élections et le système démocratique dans son ensemble ne sont pas un moyen pour défendre leurs conditions – et par

conséquent qu'il n'existe pas d'autre voie que celle de la lutte directe.

### VERS DE NOUVEAUX AFFRONTLEMENTS SOCIAUX

Le gouvernement Macron a été sponsorisé par les secteurs décisifs de la bourgeoisie pour réaliser les attaques anti prolétariennes («réformes») dont a besoin le capitalisme tricolore. Il va donc continuer dans cette voie sans désespérer, tout en essayant d'être plus prudent, en impliquant les pompiers syndicaux qu'il ignorait superbement auparavant.

Cela semble être le cas de la «réforme» des retraites, où les syndicats auraient été «consultés». Au moment où nous écrivons, le projet gouvernemental n'a pas encore été annoncé, mais des «fuites» laissent entendre qu'il y aura des «perdants» et que l'âge du départ à la retraite (sous la forme d'un âge-pivot) passerait à 64 ans.

La «réforme» de l'assurance-chômage (diminution des allocations, augmentation du temps de travail nécessaire pour y avoir droit, etc.) a fait sortir Laurent Berger de ses gonds: il s'est dit «en colère» parce que la réforme ne s'attaque pas «à la précarité, mais aux précaires» (France Inter, 24/6/19). Mais que l'on se rassure: ce n'est pas pour autant que la CFDT, le syndicat béni-oui-oui par excellence, va se lancer dans la lutte pour défendre les précaires! Comme le disait cyniquement une commentatrice (RTL, 19/6/19): c'est «un jeu de rôle. Cela fait partie de la théâtralité sociale». Il s'agissait davantage de se plaindre de ne pas avoir été associé à ces mesures, que le gouvernement a décidé en passant par-dessus les «partenaires sociaux».

Que les bonzes syndicaux fassent du théâtre, de plus en plus de prolétaires ne peuvent que le constater au fil des luttes sabotées ou étouffées. Une fois de plus les directions syndicales ne préparent aucune lutte véritable contre les attaques et laissent isolées les actions de protestation contre les licenciements comme à General Electric Belfort (plus de 1000 suppressions d'emplois) ou à Conforama (1900 suppressions d'emplois); ou plutôt elles les noient dans des mobilisations interclassistes et corporatistes: défense de l'économie locale ou nationale et de l'entreprise. Or c'est uniquement la lutte ouvrière solidaire qui peut faire reculer les patrons et l'Etat, et non l'union interclassiste où les intérêts de classe des prolétaires

( Suite en page 4 )

## Vers de nouveaux affrontements sociaux

( Suite de la page 3 )

sont toujours finalement sacrifiés.

Le climat social n'est pourtant pas calme en ce début d'été marqué par les grèves dans l'enseignement ou aux urgences hospitalières (sans parler de grèves plus ponctuelles comme celle des femmes de chambre immigrées de l'hôtel NH à Marseille en grève depuis 90 jours).

Des affrontements sociaux sont inévitables dans les mois qui viennent. Le gouvernement s'y prépare en durcissant ses méthodes répressives (y compris en s'efforçant de contrôler les réseaux sociaux par une loi contre les contenus «haineux»!), et en comptant sur l'aide inestimable de ses larbins syndicaux

toujours prêts à prêter main-forte aux défenseurs de l'ordre établi.

Les prolétaires pourront en faire le point de départ de luttes véritables s'ils trouvent la force d'échapper à l'emprise paralysante des grandes organisations

collaborationnistes aidées par la prétendue extrême gauche, pour défendre leurs seuls intérêts de classe, communs à tous les travailleurs.

Plus que jamais le mot d'ordre doit être le retour à la lutte de classe!

(1) Formule de la philosophe de gauche Barbara Stiegler, citée par le NPA qui se dit d'accord avec elle. Cf. <https://npa2009.org/actualite/politique/quelques-lecons-du-scrutin-europeen>

(2) Le slogan central de sa campagne était: «Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent». Le PCF copie Mélenchon qui prend grand soin à éviter tout ce qui pourrait évoquer la lutte des classes, parlant des «gens» au lieu des «travailleurs», remplaçant dans ses meetings le drapeau rouge et l'Internationale (il est vrai totalement

incongrus parmi les mélenchonistes) par le drapeau tricolore et la Marseillaise: c'est ce qu'ils appellent le «populisme de gauche».

(3) cf «Elections européennes: un vote de classe avant tout», *Le Media. Presse*, 4/6/19 et IFOP «Elections européennes 2019», 27/5/19. Les Verts sont par exemple crédités d'un score de 20% parmi la catégorie «professions libérales et cadres supérieurs» contre seulement 7% parmi la catégorie «ouvriers».

(4) cf «Européennes, le retour aux urnes?», *AOC Media*, 31/5/2019

## Belgique

### Face à la montée de l'extrême droite, pas de défense de la démocratie parlementaire bourgeoise!

Les élections du 26 mai ont été marquées en Belgique notamment par une poussée électorale de l'extrême droite en Flandre: le Vlaams Belang (VB: Intérêt Flamand) qui ravit des voix aux nationalistes flamands de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA: Nouvelle Alliance Flamande). Cette victoire électorale a été aussitôt dénoncée par les démocrates et les partis de gauche comme une menace contre laquelle ils appellent à la mobilisation, relançant leur campagne «anti fasciste». Des manifestations ont été organisées dans diverses villes par la coalition «Stand Up contre l'extrême droite et le fascisme» et d'autres forces: plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Bruxelles le 28 mai et des centaines dans d'autres villes comme Liège, Gand, etc.

#### UN APPEL PETIT BOURGEOIS

«Stand Up» a publié le 27 l'appel à cette mobilisation, signé entre autres par des dirigeants syndicaux collaborationnistes, qui en illustre bien la nature et les objectifs. C'est un appel à «une mobilisation large de la société civile et de toutes les personnes conscientes» contre un «projet de société qui cherche à imposer le mensonge, la haine raciale et le culte de la virilité violente au service de l'oppression et de l'autoritarisme».

Il s'agit d'un appel **interclassiste, petit bourgeois**, qui ne dénonce pas le rôle que l'extrême droite peut jouer en faveur du capitalisme, mais qui cible en quelque sorte sa méchanceté. S'il évite soigneusement de parler de capitalisme,

c'est pour ne pas heurter les personnes de bonne volonté et plus généralement les couches sociales petites bourgeoises auxquelles il veut s'adresser; et aussi bien entendu parce que les signataires ne veulent surtout pas combattre l'ordre établi!

L'appel écrit que «l'extrême droite n'a pas sa place ni dans les parlements et gouvernements, ni dans nos rues».

Il entend défendre ainsi la **démocratie parlementaire** contre une prétendue menace que ferait peser sur elle l'extrême droite.

Mais la démocratie parlementaire n'est que l'une des formes que revêt l'Etat bourgeois au service de la domination capitaliste; c'est même la forme qui est la plus efficace pour amortir les tensions sociales et prévenir le retour du prolétariat à la lutte de classe, en organisant régulièrement des alternatives électorales qui en réalité ont comme résultat, selon la formule de Marx, de «décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante va représenter et fouler aux pieds le peuple au parlement».

L'Etat, même le plus démocratique et quel que soit le parti qui soit à sa tête, est fondamentalement comme l'expliquait Engels, «l'Etat des capitalistes»; sa fonction est d'assurer la bonne marche de ce système capitaliste et la domination de la classe bourgeoise sur les autres, et plus particulièrement sur la classe exploitée. La société bourgeoise étant basée sur l'inégalité, l'exploitation et l'oppression, elle engendre nécessairement des tensions sociales, plus ou moins aiguës suivant les périodes, mais

qui sont toujours présentes; elle ne peut donc vivre sans un Etat disposant de tout un puissant appareil de contrôle social, et reposant en dernière instance sur la force – sur «une bande d'hommes en armes» (Engels).

L'Etat bourgeois est l'ennemi des exploités; en Belgique comme ailleurs, avec ou sans extrême droite dans son parlement, il a derrière lui une longue et sanglante histoire d'atrocités et de massacres coloniaux mais aussi de répression anti-prolétarienne. Sans remonter aux massacres des ouvriers en 1886, ou aux victimes de la répression des grèves du Borinage en 1932, il faut se rappeler qu'après la victoire contre le nazisme, les gendarmes de la démocratie parlementaire belge tuèrent en juillet 1950 4 manifestants qui avaient bravé l'interdiction de manifester pour s'opposer au retour du roi; ou, plus proche de nous, que la répression de la grève générale de 1960-61 fit deux morts.

Au cours des dernières années ce n'est pas l'extrême droite qui a renforcé l'oppression capitaliste, qui a multiplié les mesures anti sociales, qui a fait la chasse aux réfugiés, etc., mais bien les gouvernements des partis démocratiques. Pour faire face à des difficultés et des crises économiques toujours plus graves, le capitalisme n'a pas d'autre ressource que d'accroître sa pression sur le prolétariat, de démanteler les amortisseurs sociaux et reprendre les avantages qu'il avait concédés dans les périodes fastes pour maintenir la paix sociale: sauver ou rétablir les profits implique l'accroissement de l'exploitation capitaliste avec comme conséquence et

condition d'accroître l'oppression sociale sous toutes ses formes. La poussée de l'extrême droite en Belgique et en Europe est la **conséquence** de ce changement, elle n'en est pas la cause

**PAS D'UNION INTERCLASSISTE  
EN DÉFENSE DE LA  
DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE  
CONTRE L'EXTRÊME DROITE,  
MAIS UNION DE CLASSE POUR  
LUTTER CONTRE LE  
CAPITALISME !**

En prônant l'union interclassiste contre l'extrême droite « Stand up » et cie, ressuscitent la funeste tactique de *l'antifascisme démocratique*. Dans les années trente, en Espagne, en Allemagne et partout, cette dernière a enchaîné le prolétariat à la défense de la forme parlementaire de l'Etat bourgeois et elle l'a mis à la remorque de la fraction dite démocratique de la bourgeoisie. Résultat : le prolétariat, paralysé après avoir perdu ses buts de classe, a été incapable de résister à l'attaque capitaliste dont les fascistes représentaient la pointe avancée : ils sont « passés » ! Et il a ensuite été conduit désarmé vers la boucherie de la deuxième guerre mondiale.

<Il est crucial de rappeler une si dramatique leçon historique: tous ceux qui prêchent la défense de la démocratie et d'une forme particulière de l'Etat bourgeois sont en réalité des **adversaires** de l'émancipation prolétarienne ; ils font en fait le jeu de la classe dominante. Ce n'est qu'en luttant **contre le capitalisme**, sur des **bases de classe**, unissant les prolétaires de toute nationalité et de toute race, de tout sexe et de toute corporation, au chômage ou en activité, qu'il est possible de résister victorieusement à ses attaques, qu'elles soient dirigées par des forces politiques d'extrême droite, de droite ou de gauche.

Hier le fascisme avait pour but d'écraser par la violence et la guerre civile un prolétariat désorienté mais qui représentait toujours une menace pour l'ordre bourgeois. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui : la période qui vient verra redoubler les attaques capitalistes dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Le prolétariat a la capacité d'y répondre à condition de ne pas se laisser égarer sur la voie de l'interclassisme et du démocratismisme et qu'il reprenne la voie de la lutte sur des objectifs et avec des moyens et des méthodes de classe.

**A bas le capitalisme !**

**A bas la bourgeoisie, sa démocratie, son Etat, tous ses partis et tous ses valets !**

**Vive la lutte de classe prolétarienne ! Vive la révolution communiste internationale !**

2/06/2019

**« Marche Européenne » à Bruxelles :  
A Bas l'Europe du capital! A bas les Etats  
bourgeois! Vive la lutte révolutionnaire  
prolétarienne internationale!**

(Prise de position à l'occasion de la « Marche Européenne » organisée à Bruxelles par le Front Commun Syndical et la Confédération Européenne des Syndicats)

Les élections européennes approchent; tous les partis bourgeois et petits bourgeois, de droite et de gauche, d'extrême-droite et d' « extrême » gauche, s'agitent pour participer à cette énième représentation du cirque électoral, et surtout pour y faire participer les prolétaires. Alors même que le « parlement européen » n'a même pas l'ombre d'un pouvoir réel, comme à chaque fois ils s'efforcent tous, qu'ils soient européistes convaincus ou eurosceptiques endurcis, de faire croire que ce scrutin sera important, voie « décisif »

Et de fait ce scrutin revêt indéniablement une importance pour eux, et pas uniquement en termes de places de députés grassement payés: recueillir un nombre substantiel de suffrages signifie avoir un poids sur la « scène politique », ce qui se traduit par l'obtention d'une place correspondante dans le mécanisme politique bourgeois: en recueillant des suffrages, un parti fait la démonstration aux yeux des cercles capitalistes dirigeants de sa capacité à mobiliser les électeurs, c'est-à-dire de sa capacité à leur faire croire que les élections sont le moyen de résoudre leurs problèmes; et en particulier, quand il s'agit des prolétaires, de sa capacité à les détourner de la lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat.

Sur ce point ce sont les syndicats qui peuvent jouer le plus efficacement ce rôle. Et comme par hasard le Front commun syndical et la CES – Confédération Européenne des Syndicats – appellent les travailleurs à participer le 26 avril à une « marche » pour que « l'Europe » accorde certaines revendications.

Il ne s'agit pas d'un appel à une lutte ou au moins à la préparation à une lutte – ces organisations ne cachent pas leur attachement à la collaboration entre les classes, et elles ont donné maintes fois la preuve qu'elles n'hésitaient pas à saboter les luttes quand elles éclatent.

Non, l'initiative s'inscrit complètement et uniquement dans le cadre de la préparation de la fumisterie des élections européennes. Ces vendeurs d'illusion disent vouloir une « Europe tolérante et démocratique », une Europe qui « doit protéger et sécuriser ses travailleurs », « une Europe plus juste, au service de ses citoyens et des travailleurs », etc. Croient-ils vraiment à leurs boniments ?

Dans la réalité, l'« Europe » n'est pas autre chose qu'un cartel d'Etats bourgeois constitué pour mener la guerre commerciale permanente qui règne sur le marché mondial, pour se renforcer par rapport aux grands impérialismes et pour dominer les Etats plus faibles – tout en consolidant la domination de « ses » propres travailleurs. Les prolétaires ne peuvent rien attendre d'autre de ce cartel comme des Etats qui le composent, que des coups. Pour se « sécuriser » ou se « protéger » – de qui d'autre sinon des capitalistes et de leurs Etats? – il n'y a qu'un seul moyen : la lutte de classe, unissant les prolétaires de toute corporation, de tout âge, de tout sexe, de toute nationalité (qu'ils soient européens ou non !). Les bourgeois tirent toutes leurs richesses et tous leurs privilèges du travail des prolétaires. Cela signifie que les prolétaires, qui peuvent paralyser toute l'économie, ont potentiellement entre leurs mains une force immense – la force non pas de quémander une protection misérable auprès des bourgeois, mais la force de les renverser, eux et tout leur système d'exploitation, de répression et d'oppression.

Mais afin de retrouver cette force de classe, le premier pas à accomplir c'est la rupture avec les orientations et la pratique des laquais de la bourgeoisie – les défenseurs de l'ordre établi et les partisans de la collaboration de classe que sont les grands appareils syndicaux – pour pouvoir lutter et s'organiser sur une base classiste.

**Non au cirque électoral, qu'il soit « européen », « national », « régional » ou autre, oui à la lutte de classe !**

**Pour l'organisation indépendante de classe, sur le plan de la lutte économique comme sur le plan politique !**

**A Bas l'Europe du Capital et tous les Etats bourgeois !**

**Vive la révolution communiste mondiale !**

22/04/2019

# Algérie: crise politique et lutte de classe

( Suite de la page 1 )

ler depuis deux ans, n'a été que l'ultime expression.

La crise politique a déchiré le mince voile démocratique, démontrant s'il en était besoin que la réalité ultime du pouvoir bourgeois est concentrée au niveau de l'état-major suprême de l'armée. Il y a bien un gouvernement provisoire qui expédie les affaires courantes (mais dont parfois les ministres sont expulsés des locaux officiels par les employés!), mais les décisions importantes, y compris au niveau judiciaire, sont prises par les chefs militaires. La décision de retirer la candidature Bouteflika pour tenter d'apaiser la colère a fait éclater l'unité apparente de ce que l'on appelait le «clan présidentiel», révélant au grand jour la férocité des luttes entre diverses fractions bourgeoises.

Le chef d'état-major Gaïd Salah a fait arrêter celui qui passait pour être l'homme fort du régime, Saïd Bouteflika, frère de l'ancien président, ainsi que l'ancien chef de la redoutable sécurité militaire, le général Tewfik, tous deux accusés de «comploter» contre lui, en même temps que d'autres personnalités. Louisa Hanoune, dirigeante du PT (trotskyste lambertiste), qui avait participé à des réunions discrètes avec ces personnages alors même qu'elle essayait de faire oublier ses compromissions passées avec le pouvoir en multipliant les déclarations contre le «système», a fait partie de la même charrette.

Présentant ses arrestations comme une opération de lutte contre la corruption, Gaïd Salah a voulu se donner une image d'homme à l'écoute des attentes de la population afin de clore au plus vite la crise politique avec des élections présidentielles. Cette grossière manœuvre ayant échoué, il s'est dit partisan d'un dialogue réunissant «la classe politique, la société civile et les personnalités nationales», pour préparer au plus vite des «élections démocratiques», dans le cadre constitutionnel.

L'opium démocratique est une arme formidable aux mains de la bourgeoisie pour résoudre une crise politique: mais pour qu'il fonctionne, il y a un certain nombre de conditions qui ne sont pas remplies actuellement, comme l'existence de partis bourgeois influents et la confiance dans l'impartialité du système politique en place. C'est la raison pour laquelle certains courants préconisent sous une forme ou une autre une assemblée constituante pour reconstituer un système politique crédible aux yeux des masses.

Mais les appels au dialogue des chefs militaires, conjugués à la crainte

que la crise politique débouche sur une situation dangereuse qui verrait les prolétaires et les exploités lassés des habituelles manifestations pacifiques, se lancer dans des luttes directes contre les capitalistes et leur Etat, comme cela a déjà lieu ponctuellement, poussent les organisations réformistes à faire leur possible pour fournir une issue à la situation d'incertitude actuelle.

## UN PACTE DE DÉFENSE DU CAPITALISME NATIONAL

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les réunions qui ont abouti finalement à un «Pacte pour une véritable alternative démocratique», signé par la Ligue des droits de l'Homme, les néo-staliniens du MDS, l'UCP (centristes), le RCD (démocrates), le FFS (parti kabyle), les syndicats autonomes, les trotskystes du PT et du PST, des économistes, des avocats, des associations féministes (1).

Rien d'étonnant donc si ce pacte ne dépasse pas d'un iota l'horizon crassement bourgeois de la réforme du système. Se terminant par le slogan «Vive l'Algérie libre et démocratique», il se donne comme objectif l'instauration d'un «Etat de droit démocratique» et la «souveraineté du peuple», la «consécration» du rôle de l'Etat pour le «développement national», la lutte contre «le bradage des richesses nationales», etc. On y trouve sans doute les revendications de la libération des tous les détenus, de l'égalité en droits entre les hommes et les femmes et de l'arrêt de la répression contre les militants politiques et syndicaux, mais aucune autre revendication sociale: les conditions de vie et de travail des prolétaires n'étaient pas à l'ordre du jour!

Ces gens-là veulent ignorer l'existence des classes sociales aux intérêts opposés; ils se félicitent donc du caractère «unitaire» du mouvement «populaire»; redoutant la lutte de classe, ils saluent le pacifisme des manifestations comme un signe de «la maturité politique des populations». En bref ce pacte pour une alternative démocratique n'est qu'un pacte pour la défense du capitalisme national.

Le PST a justifié sa participation à une initiative qu'il reconnaît «interclassiste» par les besoins de la lutte pour la «libération des détenus et la levée de toutes les entraves aux libertés démocratiques», nécessitant d'«élargir la brèche démocratique» (2). Il est difficile de comprendre ce qu'il signifie par-là: se mettre à la remorque de partis démocratiques bourgeois qui veulent stériliser les éventuelles luttes prolétariennes, n'est pas le meilleur moyen d'élargir des

brèches! Mais l'explication se trouve un peu plus loin: «La seule solution contre la répression est bien l'élection d'une assemblée nationale constituante, avec des délégués, des élus».

Cette émouvante profession de foi démocratique démontre que le PST est complètement noyé dans l'idéologie démocratique: il est donc parfaitement à sa place dans ce rassemblement de démocrates bourgeois soucieux avant tout des intérêts du capitalisme algérien!

En janvier 1936, après que le POUM espagnol eut signé, sous prétexte de la lutte pour la libération des prisonniers politiques, un accord dit de «Front Populaire» avec le PS, le PC et des partis bourgeois de gauche, Trotsky répliqua sèchement aux chefs de ce parti qui se réclamaient de lui: «je n'ai jamais enseigné la trahison politique à personne» – l'initiative du POUM n'étant rien d'autre selon lui qu'«une trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie». Invariance de l'opportunisme!

Toutes choses égales par ailleurs, le PST se situe dans la continuité du POUM en renonçant à l'indépendance de classe du prolétariat; la seule chose que l'on pourrait dire en sa «faveur» étant, qu'à la différence du POUM, il n'a jamais prétendu être fidèle à cette indépendance de classe!

Pendant que les démocrates bourgeois et petits bourgeois s'activent, les chefs militaires travaillent, semaine après semaine, à concentrer tous les moyens de coercition de l'appareil d'Etat pour les soumettre leur contrôle exclusif. Les juges répondent au doigt et à l'oeil à leurs desiderata, distribuant «en leur âme et conscience» des peines de prison contre des manifestants. Dernier exemple en date: l'arrestation de deux universitaires de Tlemcen le 10/7 sous l'accusation d'«atteinte au moral de l'armée» pour avoir critiqué les chefs militaires lors de conférences.

Les prolétaires ne doivent pas s'y tromper; même si la répression actuelle ne se situe pas au niveau de ce qui se passe par exemple au Soudan et si la recherche d'un compromis avec des courants politiques d'opposition est aujourd'hui prioritaire, les chefs militaires n'hésiteront pas à utiliser s'il le faut tous les moyens pour défendre et stabiliser l'ordre bourgeois; ils l'ont fait dans le passé, ils le feront demain.

Devant une telle perspective les déclarations des démocrates pour un Etat de droit ou les discours sur une brèche démocratique ne sont que de la poudre aux yeux.

Une seule force est capable de briser les forces de répression de l'Etat

bourgeois et cet Etat lui-même: le prolétariat, dès lors qu'il se situe sur des positions de classe et retrouve ses armes et son organisation de classe.

Il n'y a pas de tâche plus importante que de travailler à cette alternative, en Algérie comme ailleurs.

15/07/2019

(1) <https://www.pst-algerie.org/pacte-politique-pour-une-veritable-alternative-democratique/>

(2) Interview de M. Rachidi, secrétaire général du PST, sur la radio RAJ, 27/6/2019.

## « Il Comunista »

Nr.159 - Maggio 2019

Nell'interno

- L'imperialismo americano si sta preparando ad una guerra con l'Iran?
- Prove da... «Stato di polizia»
- Libia: ghiotto boccone petrolifero su cui continuano a gettarsi i briganti imperialisti
- «Marcia Europea»: Abbasso l'Europa del capitale! Abbasso gli Stati borghesi! Viva la lotta rivoluzionaria proletaria internazionale!
- La teoria marxista va difesa con una costante opera di ribadimento della sua fondamentale invarianza, in ogni ambito della lotta del comunismo rivoluzionario contro ogni sua deviazione, ogni suo aggiornamento, ogni sua revisione
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale... Germania 1918-1919: Il tragico ritardo del partito (8)
- Per la valutazione storica della dittatura proletaria
- Sciopero degli insegnanti precari in Marocco: solidarietà di classe!
- Messico: scioperi selvaggi nelle fabbriche della miseria

### IL PROLETARIO

- (Pagina di intervento sul terreno immediato del Partito Comunista Internazionale per la riorganizzazione operaia indipendente e per la ripresa della lotta di classe)
- La pace capitalista non ferma la strage di proletari! Solo la lotta di classe indipendente può difendere gli interessi di vita e di lavoro proletari!
  - Primo Maggio. Una giornata di lotta proletaria che potrà rivivere soltanto tornando a battersi sul terreno dell'antagonismo di classe e in difesa esclusivamente degli interessi di classe proletari!
  - A Napoli, la lotta dei disoccupati non si è mai spenta
  - Il concetto di senza-riserva che il marxismo applica al proletariato
  - La lotta dei lavoratori della Logistica

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 12

## Au Soudan, l'interclassisme et le démocratisme mènent la révolte à la défaite

( Suite de la page 1 )

mesures d'austérité décidées en liaison avec le FMI pour rétablir les finances du pays. Avec la sécession du sud du pays le Soudan a perdu 75% de sa production pétrolière qui est sa principale exportation et sa première source de devises, alors qu'il doit importer une grande partie des produits alimentaires. Le pillage des richesses par les cercles dirigeants (qui placent les milliards détournés dans les coffres des banques occidentales), s'il suscite l'indignation légitime de la population, ne fait que s'ajouter aux conséquences de la crise capitaliste internationale qui est la cause principale des problèmes économiques du Soudan.

Mais alors que l'inflation atteignait déjà les 60%, ce sont en décembre les nouvelles hausses drastiques des prix des denrées de base (entre autres le triplement du prix du pain) à a suite de la baisse des subventions décrétée sur les conseils du FMI, qui mirent le feu aux poudres. Les économistes du FMI comptaient sans aucun doute sur les capacités répressives du régime pour faire passer ces véritables mesures de famine. Un puissant appareil militaire et policier avait en effet pu jusque-là écraser les diverses vagues de manifestations et de rébellions connues par le Soudan depuis le coup d'Etat de juin 1989 qui porta le colonel Omar el-Béchr au pouvoir.

Le régime civil qui fut renversé alors était en pleine crise à cause de son incapacité à résoudre le conflit avec le Sud qui provoquait en outre dans cette région une famine où périrent près de 250 000 personnes selon certaines estimations d'ONG. Le nouveau régime militaire, s'appuyant sur des organisations islamistes, interdit les partis politiques, les syndicats et d'autres organisations non religieuses, purgea massivement les rangs de l'armée, de la police et de la fonction publique pour éliminer les opposants potentiels et imposa un code islamique (sharia). Il édifia un appareil répressif diversifié, avec des forces paramilitaires et des milices spécialisées dans la répression des mouvements sociaux et des révoltes, comme au Darfour.

Ces forces de répression ont été cependant incapables d'empêcher que le mécontentement généralisé se traduise par des manifestations de masse; initiées dans la ville d'Atbara, riche d'une histoire de luttes ouvrières, ces manifestations s'étendirent à tout le pays et prirent rapidement un tour politique en demandant le départ d'el-Béchr et la chute de son régime.

Finalement le 11 avril les militaires se résolurent à destituer el-Béchr et à arrêter quelques-uns de ses proches (1).

Après des discussions avec les «Forces de la Déclaration de la Liberté et du Changement» appelées aussi «Alliance pour la liberté et le changement» (AFC), les militaires constituèrent le Conseil Militaire de Transition. L'AFC est un rassemblement de forces d'opposition diverses constitué en janvier de cette année; elle regroupe l'«Association des Professionnels Soudanaise» (SPA: organisation au départ de médecins, d'avocats et d'autres professions libérales, fondé dans la clandestinité en octobre 2016), les Forces du Consensus National (NCF) dont font partie le PC Soudanais, le parti Oumma (parti intégralement bourgeois qui a été plusieurs fois au pouvoir avant le régime militaire d'el-Béchr), etc. Le texte constitutif de l'AFC s'appelle la «Déclaration pour la liberté et le changement»; il se compose de deux points: le départ d'el-Béchr et la formation d'un gouvernement provisoire «formé de personnalités qualifiées par leur compétence et de leur bonne réputation, représentant les divers groupes soudanais et recueillant le consensus de la majorité» qui gouvernerait pendant 4 ans, le temps d'établir une «solide structure démocratique et d'organiser des élections» (2).

Il ne s'y trouve rien qui réponde aux besoins fondamentaux des masses déshéritées qui se sont mobilisées pour leur survie et qui ne peuvent attendre 4 ans. La présence du PC ne doit pas faire illusion: en dépit de son nom ce parti est en réalité une organisation nationaliste qui au cours de son histoire et malgré la répression qui l'a frappé, a toujours soutenu l'ordre bourgeois et l'Etat national.

Alors que la méfiance des masses envers les chefs militaires, en dépit de mesures prises par le CMT comme la levée de l'état d'urgence, se traduisait par l'installation du sit-in devant le QG de l'armée et la poursuite des manifestations, l'AFC et le CMT entamaient des négociations. Le 27 avril le principe de la constitution d'un Conseil conjoint en remplacement du CMT pour gérer une transition de 3 ans semblait acquis; mais la suite fut difficile, les chefs militaires voulant avoir le contrôle de ce Conseil, et le 20 mai les négociations étaient interrompues. L'appui de l'Egypte, des Emirats et de l'Arabie Saoudite (qui ont promis 3 milliards de dollars d'aides diverses au CMT), conforta le

( Suite en page 8 )

## Soudan ...

( Suite de la page 7 )

refus des militaires de faire des concessions significatives. Cherchant à s'appuyer sur les sentiments religieux encore très présents, surtout à la campagne (la population soudanaise étant encore majoritairement agricole) ils lancèrent une campagne d'opinion contre l'AFC en l'accusant de vouloir supprimer la Charia.

L'AFC voulut répliquer en appelant à une grève générale «pacifique» de 2 jours pour les 28 et 29 mai –initiative dont se désolidarisa le parti Oumma. La SPA, qui affirme avoir intégré des organisations de cheminots et d'ouvriers en son sein, est l'aile marchante de l'Alliance ; elle n'a cessé de multiplier les déclarations pacifistes, pour le maintien de la paix sociale et pour l'unité interclassiste de tous les Soudanais. En présentant l'appel à la grève générale, elle s'employa à en dénier tout caractère subversif : la grève «ne fait que gêner le CMT en l'avertissant qu'il pourrait se trouver réduit à l'impuissance du jour au lendemain» en ajoutant: «à moins qu'il ne recoure désespérément à l'usage des armes et de la force, perdant ainsi toute légitimité. (...) Cela serait facilement repoussé par notre antidote pacifique et notre unité harmonieuse, comme cela a été attesté de façon répétée par notre pratique et notre expérience» (3).

Mais dès la fin de la grève générale, le CMT réagit en déchaînant la répression et les chefs militaires déclarèrent que les négociations étaient terminées et qu'ils organiseraient eux-mêmes des élections.

Misère des illusions du démocratisme petit bourgeois ! La SPA ne sut répondre qu'en lançant des appels désespérés à l'armée pour qu'elle défende les manifestants (!) (4), tandis que l'Alliance déclarait qu'elle lançait une «escalade de la révolution» qui consistait essentiellement à décider d'arrêter les négociations (déjà rompues par les militaires!) et à demander aux grands Etats impérialistes de faire pression sur le CMT...

Après la répression du début de la semaine, l'Organisation de l'Unité Africaine (dont la présidence est actuellement occupée par l'Egypte) a envoyé le 8 juin le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed faire office de « médiateur » entre les militaires et les opposants de l'Alliance. Ahmed est reparti après avoir prononcé de beaux discours sur la démocratie... mais la répression a continué, s'abattant même sur les responsables politiques de l'Alliance qui l'avaient rencontré.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a

essayé de pondre une résolution pour demander l'arrêt des violences, mais la Russie et la Chine s'y sont opposés. Les Etats-Unis, redoutant un nouveau foyer d'instabilité, ont demandé à l'Arabie Saoudite d'user de son influence sur le CMT pour calmer la situation.

Le Soudan a en effet une importance stratégique de par sa position sur la mer rouge et entre l'Egypte et l'Ethiopie. Il suscite les intérêts rivaux des puissances régionales et de l'impérialisme mondial.

Autrefois proche de l'Iran, le régime de el-Béchir avait renoué avec l'Arabie Saoudite et l'Egypte au point d'envoyer un contingent participer à la guerre au Yémen. Aujourd'hui, selon une déclaration française officielle, l'Arabie Saoudite «soutient politiquement et financièrement les forces armées soudanaises». Les Etats Unis ont levé l'année dernière leurs dernières sanctions (contre un régime qu'ils avaient accusé de génocide au Darfour !) et installé un centre de la CIA à Khartoum. L'Union Européenne avait passé des accords avec lui pour stopper l'émigration (le Soudan étant un point de passage), renforçant du même coup les milices et donc le caractère répressif du régime. La Chine, mais aussi la Turquie et la Russie sont intéressées par la situation soudanaise.

Bref, le Soudan représente un concentré de contradictions inter-capitalistes. Tous ces Etats bourgeois cherchent et vont chercher à peser sur ce qui s'y passe.

Les prolétaires des autres pays doivent s'y intéresser eux aussi ; ils doivent montrer leur solidarité avec les prolétaires et les masses pauvres du Soudan, en commençant par dénoncer les agissements de « leur » bourgeoisie, en attendant d'avoir la force de manifester dans la lutte contre le capitalisme une véritable solidarité de classe agissante

\* \* \*

Gilbert Achcar, le « spécialiste » du Moyen- Orient pour la IVe Internationale (ex SUQI), écrit dans un article que la supériorité du mouvement soudanais par rapport au mouvement algérien consiste en ce qu'il dispose d'une « direction politique exceptionnelle » –l'Alliance, dans laquelle la SPA « tient une place centrale » –, alors qu'une direction politique est absente en Algérie (5).

Mais cette prétendue direction politique exceptionnelle ne peut conduire le mouvement qu'à la défaite en raison de sa nature sociale essentiellement petite bourgeoise, et de ses orientations démocratiques, pacifistes et interclassistes !

En terminant son texte Achcar cite approbativement un article du *Financial Times*, l'organe des milieux finan-

ciers de la City londonienne, écrivant que le mouvement au Soudan fait penser à la situation en Russie en 1917, après la chute du Tsar. Ce n'est pas un hasard si notre trotskyste a « oublié » qu'en 1917 en Russie il existait un parti qui lutait contre la direction démocratique bourgeoise : le trotskysme dégénéré d'aujourd'hui a complètement tourné le dos aux positions de classe et aux principes marxistes pour se rallier au démocratisme bourgeois.

Le parti bolchevik menait une lutte acharnée pour que le prolétariat rompe avec l'union interclassiste, qu'il cesse tout suivisme vis-à-vis d'orientations bourgeoises et pour qu'il prenne la direction de la lutte sur des **bases de classe** – seule façon d'entraîner derrière lui les masses exploitées et opprimées des villes et des campagnes contre le pouvoir bourgeois, au lieu d'être à la remorque des petits bourgeois.

Sans une avant-garde rejetant l'interclassisme, combattant les orientations démocratiques bourgeoises et conquérant la direction de la lutte prolétarienne, c'est-à-dire sans un **parti révolutionnaire communiste**, fermement organisé et politiquement solide, les prolétaires se retrouvent désarmés dans l'affrontement avec la bourgeoisie, condamnés au mieux à être utilisés par d'autres, au pire à tomber victimes de l'ennemi de classe.

Les événements actuels posent avec une force impérieuse la nécessité de ce parti prolétarien international et international. Il ne se constituera pas automatiquement, mais il sera le fruit de l'effort des prolétaires les plus conscients poussés à la recherche d'une boussole sûre pour les guider dans leur combat ; cette boussole, c'est le **programme communiste** authentique que notre courant a restauré et défendu contre toutes les déviations, et grâce auquel nous travaillons pour reconstituer cet organe de combat de la classe prolétarienne sans lequel les trésors de combativité sont dépensés en vain.

**Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses opprimées du Soudan !**

**Pour la reconstitution du parti révolutionnaire de classe international !**  
10/06/2019

(1) L'information selon laquelle el-Béchir aurait été mis en prison est considérée par la population comme un mensonge des militaires.

(2) <https://www.sudaneseprofessionals.org/en/declaration-of-freedom-and-change/>

Les divers partis d'opposition participant à l'Alliance sont essentiellement présents dans l'émigration et ils esti-

ment avoir besoin de tout ce temps pour s'implanter dans le pays.

(3) Communiqué du 26/5

(4) Communiqué du 3/6

(5) cf. « Le Soudan et l'Algérie reprennent-ils le flambeau du «printemps arabe» », *Le Monde Diplomatique*, juin 2019

## POST-SCRIPTUM

Les événements qui se sont déroulés depuis que nous avons publié le texte ci-dessus ont entièrement confirmé notre analyse sur le rôle néfaste de l'opposition démocratique bourgeoise.

Après les massacres du début juin, le SPA essaya de riposter par une campagne pacifique de «désobéissance civile» (en parlant même de bloquer le pays), avec des rassemblements dans les mosquées pour honorer les victimes, etc. Mais la répression a eu vite raison des tentatives d'ériger des barrages et de se rassembler dans les rues de Khartoum. Au bout de quelques jours, le SPA et les forces d'oppositions appelèrent à la cessation de la campagne et reprirent les négociations avec les militaires.

Quelques semaines plus tard, alors que les négociations traînaient en longueur et que continuaient les arrestations, les forces d'opposition appelèrent pour faire pression sur les militaires à quinze jours de mobilisation, commençant par une grande journée de manifestations (la «Marche des millions») le 30 juin et se terminant par une grève générale le 14 juillet.

La journée de manifestations a été massivement suivie; des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays malgré les efforts des militaires pour l'empêcher par des arrestations préventives, le blocage des réseaux sociaux, les menaces. La répression a été brutale; selon les chiffres officiels il y aurait eu 10 morts et des centaines de blessés à Khartoum, tandis que les soldats tiraient à balles réelles sur les manifestants dans diverses villes de province, où aucun bilan du nombre de victimes n'a été rendu public.

Le SPA déclara à l'issue de cette première journée que «*les Soudanais ont montré qu'ils n'abandonneraient pas tant qu'ils n'auront pas obtenu leur revendication d'un gouvernement civil, seul moyen d'atteindre les objectifs révolutionnaires définis dans la Déclaration de la Liberté et du Changement. (...) Nous affirmons la nécessité de tenir bon et de continuer nos protestations pacifiques*». Mais quelques jours plus tard les partis et groupes d'opposition regroupés dans l'Alliance appelaient à la fin des mobilisations, après qu'un accord préliminaire ait été trouvé avec les militaires sur une période de transition de trois ans pendant laquelle le pays sera dirigé par un conseil souverain composé de militaires et de civils. Selon le *New York Times* (5/7) cet accord a été obtenu à l'issue de négocia-

tiations discrètes menées au domicile d'un riche capitaliste soudanais, par les représentants diplomatiques des Etats Unis, de la Grande Bretagne (ancienne puissance coloniale), de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis avec les formations de l'opposition.

### UN ACCORD POUR MAINTENIR LE RÉGIME EN PLACE

Cet accord n'a pas entraîné d'euphorie dans les rues de Khartoum, contrairement à ce qu'on a pu lire dans la presse, et il a été dénoncé par les groupes armés rebelles du Darfour et du sud comme une «trahison de la révolution». Selon les témoignages rapportés le 13/7 par l'agence *Reuters*, l'accord a suscité l'indignation à Burri, le quartier prolétarien de Khartoum qui a été le moteur des mobilisations. En dehors du fait que les militaires, y compris ceux directement responsables des massacres perpétrés notamment par les milices *Janjawid*, restent solidement au pouvoir, contrairement aux demandes de la population, les modalités de l'accord sont très vagues. Il ne comporte rien qui puisse soulager les masses frappées par la crise, et il prévoit la constitution d'un gouvernement de technocrates qui sera sans aucun doute chargé d'appliquer les accords passés entre le FMI et le gouvernement précédent.

A l'évidence pour préserver sa légitimité auprès des masses, le SPA a finalement convoqué pour le 13 juillet, 40 jours après le massacre de Khartoum, une journée de «*processions pacifiques*» en l'honneur des victimes de la répression. Mais alors que le SPA appelait à une journée de «*recueillement*», les milliers de manifestants qui ont défilé à Khartoum et dans d'autres villes sou-

danaises, ont démontré la combativité toujours présente des masses et leur défiance implicite vis-à-vis de l'opposition en continuant à revendiquer le départ du pouvoir des militaires...

Le PC soudanais a appelé à maintenir la pression sur les militaires pour qu'ils respectent l'accord et il a critiqué la «*profonde ambiguïté*» dans laquelle se déroulent les négociations. Mais il ne remet pas en cause l'accord lui-même ni les orientations démocratiques bourgeoises de l'opposition: c'est lui qui alimente en fait «l'ambiguïté» en voulant cantonner la mobilisation à une simple démocratisation du régime. L'opposition n'a pas «trahi»: conformément à sa nature de classe, elle est restée fidèle à ses orientations politiques bourgeoises. Elle a démontré qu'elle craint davantage un mouvement incontrôlé des masses prolétariennes que la répression des militaires!

Quels que soient les accords finalement passés entre les démocrates bourgeois et les chefs militaires, la situation des prolétaires et des masses déshéritées soudanaises ne changera pas. La solution ne réside pas dans une «transition» démocratique ou un régime civil – qui restent des régimes bourgeois où règne le capitalisme, mais dans le renversement de la domination bourgeoise, qu'elle soit dictatoriale ou démocratique et l'instauration de la dictature prolétarienne pour extirper le capitalisme en liaison avec les prolétaires des autres pays.

Mais avant d'arriver à cet objectif et pour y arriver, le pas indispensable est la rupture de l'interclassisme, la rupture avec l'opposition démocratique petite bourgeoise: l'indépendance du prolétariat de toutes les orientations bourgeoises en vue de son organisation de classe sur le plan politique comme syndical, est indispensable pour que la lutte contre le régime ne débouche pas sur un simple replâtrage mais qu'elle devienne une véritable lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois.

14/07/2019

## Solidarité de classe avec les masses victimes de la guerre civile en Libye !

**Les affrontements entre Etats bourgeois au Moyen-Orient et les rivalités inter-impérialistes sont responsables de la guerre civile**

Le maréchal Khalifa Haftar, déjà maître de l'Est du pays, a lancé, début avril, ses troupes de ladite « l'Armée nationale libyenne » (ANL) à l'assaut de l'Ouest et de la capitale Tripoli. Ces combats ont déjà fait plusieurs centaines de morts et entraîné la fuite de milliers de civils. Chef expéditionnaire de l'attaque

libyenne contre le Tchad en 1987, Haftar fut fait prisonnier lors des combats. Désavoué alors par Kadhafi, il se réfugia aux Etats Unis et devint son opposant résolu, tout en étant accusé d'être devenu une créature des Américains

Haftar souhaite détrôner le « Gouvernement d'union nationale » (GUN) de Tripoli issu de l'accord national reconnu par les États-Unis et l'ONU, présidé

( Suite en page 10 )

## Solidarité de classe avec les masses victimes de la guerre civile en Libye !

( Suite de la page 9 )

par le riche homme d'affaires Favez al-Sarraj. Ce pouvoir et ses milices semblent prêts à défendre Tripoli coûte que coûte, ce qui laisse présager un potentiel bain de sang.

Avant sa marche sur Tripoli, Haftar avait réussi à prendre le contrôle, durant l'été 2018, des installations pétrolières du centre de la Libye et, plus tôt cette année, d'une bande du sud de la Libye comprenant l'un des principaux champs pétroliers du pays.

Derrière cet affrontement entre clans bourgeois, se cachent des rivalités entre puissances régionales mais également entre puissances impérialistes. L'ANL est soutenue militairement par les Émirats Arabes Unis, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, le GUN par le Qatar et la Turquie. Ces puissances – ainsi que l'Iran – se déchirent pour conquérir des zones d'influence dans la région. Ces rivalités se traduisent par des tensions diplomatiques mais aussi par des affrontements militaires par alliés interposés, que ce soit en Syrie ou au Yémen.

Aux tensions entre États capitalistes du Moyen-Orient se superposent des ri-

valités entre les impérialismes, tout particulièrement entre la France et l'Italie.

Tout en prétendant officiellement soutenir le GUN, la France intervient de trois façons dans cette guerre civile. Au niveau diplomatique, elle contribue à bloquer les prises de position de la «communauté internationale» (par exemple un projet de résolution britannique au Conseil de Sécurité en faveur d'un cessez-le-feu). Au niveau logistique, elle est le principal fournisseur des Émirats qui livrent du matériel militaire à Haftar. Au niveau militaire, des témoignages font état de conseillers militaires français sur le terrain. Il n'y a pas de preuves mais on sait que depuis quelques années, la France est le parrain d'Haftar. Ce soutien est clairement apparu en 2016 lorsque Paris a reconnu que trois agents de la DGSE, les services secrets français, étaient morts dans un accident d'hélicoptère dans la région de Benghazi. Officiellement, la France justifie son soutien à Haftar par la lutte contre les milices islamistes dans la zone sahéenne.

Les États-Unis et la Russie sont en retrait mais semblent jouer la carte Haftar. L'Italie ne l'entend pas de cette

oreille : l'impérialisme italien est le principal parrain du GUN. Il compte sur lui notamment comme garde-côte pour empêcher les immigrants d'arriver sur ses rives.

En fait les impérialistes français et italiens ont des intérêts matériels opposés. Les deux membres de l'Union européenne mènent une guerre par procuration pour le contrôle des plus grandes ressources d'hydrocarbures d'Afrique qui se trouvent dans l'ancienne colonie italienne.

Le GUN de Favez al-Sarraj a pris le contrôle de la National Oil Company of Libya (NOC), dans laquelle le groupe énergétique italien ENI est impliqué depuis une cinquantaine d'années. Avant son offensive, l'ANL de Haftar contrôlait déjà le croissant pétrolier, autour de Benghazi dans l'est du pays, et les champs pétroliers du sud-ouest du pays, dont le champ pétrolier El Sharara, considéré comme le plus important du pays. Celui-ci est exploité depuis 1994 par un partenariat de plusieurs compagnies pétrolières internationales, à laquelle participe le groupe français Total.

La réalité est là : l'ordre imposé par la «communauté internationale», au nom du maintien de la paix de la stabilité, de la lutte contre le terrorisme..., n'est qu'une suite continue d'actes de violence et de guerres. Ces violences sont

## «Maghreb Socialiste» à contre-sens des exigences de la lutte prolétarienne

«Maghreb socialiste» (MS) est un petit groupe trotskiste lié au Comité pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire, une vieille scission du lambertisme (autour de Stéphane Just) qui publie le bulletin *Combattre pour le socialisme*.

Ce groupe dénonce – à juste titre – la politique pourrie du Parti des Travailleurs (PT) de Louisa Hanoune qui s'était mise au service de Bouteflika pendant des années, ainsi que celle du PST (IVE Internationale) ultra-réformiste.

Les manifestations de masse en Algérie contre le pouvoir bourgeois ont vite montré que les prétentions révolutionnaires de MS n'étaient que de la poudre aux yeux.

A la différence de la plupart des groupes trotskystes, MS dénonce comme réformiste la revendication du PT d'une «Assemblée constituante» et celle du PST d'une «Assemblée constituante souveraine». Il lui préfère le mot d'ordre d'une autre politique : «la première revendication politique,

*c'est l'élection d'une Assemblée nationale souveraine au suffrage universel, élection contrôlée par les masses en lutte dans le cadre de la plus totale liberté de constitution des partis»* (déclaration du 5 mai). Selon MS, «on ne peut qu'être inconditionnellement pour une assemblée nationale souveraine se substituant à l'ancien régime» (7 avril).

Suivre les démonstrations de MS donne le tournis. «Le combat pour l'Assemblée nationale souveraine, c'est le combat qui pose en définitive la question du démantèlement de l'état bourgeois et de ses institutions, en filigrane c'est le combat pour la conquête du pouvoir» mais «Quant à l'illusion selon laquelle une telle assemblée puisse par elle-même satisfaire les "aspirations sociales" des masses, elle doit être combattue» (7 avril). Comprenez qui pourra les contorsions de MS !

En Allemagne en 1918, Rosa Luxemburg s'opposait avec véhémence aux

manœuvres des sociaux démocrates pour liquider la mobilisation prolétarienne dans cette version du parlementarisme bourgeois :

«Que gagne-t-on alors par ce lâche détour de l'Assemblée Nationale. On renforce la position de la bourgeoisie, on affaiblit le prolétariat, on le plonge dans la confusion par des illusions vides de contenu, on gaspille du temps et des forces en «discussions» entre le loup et l'agneau, en un mot, on fait le jeu de tous ces éléments dont le but est de frustrer la révolution prolétarienne de ses objectifs socialistes, d'en faire, en l'émasculant, une révolution démocratique bourgeoise. [...]. L'Assemblée Nationale est un héritage suranné des révolutions bourgeoises, une cosse vide, un résidu du temps des illusions petites-bourgeoises sur le "peuple uni", sur la "liberté, égalité, fraternité" de l'Etat bourgeois». («L'Assemblée Nationale», *Die rote Fahne*, 20 novembre 1918).

inspirées ou réalisées par les divers impérialismes qui ont des intérêts politiques, économiques, stratégiques et militaires bien précis à défendre ou à imposer dans les diverses régions du monde, et qui ont à se préparer pour soutenir dans le temps et dans l'espace ces actions militaires.

Cette guerre civile et cette guerre larvée entre impérialistes ont des conséquences dramatiques pour les masses libyennes. Les systèmes d'éducation et de santé se sont effondrés, le chômage a atteint 30 pour cent, un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté...

La véritable solidarité avec les masses de Libye ne consiste pas à se mobiliser pour des appels creux à la «paix» ou au soutien d'initiatives diplomatiques de la «caverne de brigands» onusienne ; elle passe par la renaissance de la lutte anti-impérialiste, – la lutte **anticapitaliste révolutionnaire** –, au sein des grands États bourgeois, s'opposant aux actes de brigandage des divers États bourgeois et desserrant ainsi la pression impérialiste qui attise tous les conflits et toutes les rivalités capitalistes.

Cette renaissance de la lutte prolétarienne indépendante permettra aux prolétaires libyens de réaliser que la seule guerre qui vaille est la **guerre entre les**

**classes**, unissant les prolétaires par-dessus les frontières d'États, d'origine ou de religion, contre tous les États bourgeois. La renaissance de la lutte pour le communisme véritable fera comprendre aux opprimés qu'il existe une alternative réelle à l'exploitation capitaliste.

Les prolétaires d'Occident peuvent contempler leur futur dans le miroir libyen, le futur de misères, de destructions et de guerres que leur réserve inévitablement le capitalisme si la révolution prolétarienne n'y met pas fin, si le prolétariat n'arrive pas à trouver la force de rompre la mortelle union entre les classes et à regagner sa force révolutionnaire en se réorganisant autour de son programme, de ses méthodes, de ses organisations et de son parti de classe. Voilà à quoi doivent travailler les militants révolutionnaires et les prolétaires d'avant-garde soucieux des intérêts de leur classe.

- **Contre les manœuvres criminelles des impérialistes occidentaux en Libye**, parce que nous sommes contre toute guerre bourgeoise et contre toute bourgeoisie en guerre comme en paix ;

- **Contre la politique belliciste de la France en Libye, contre ses interventions militaires en Afrique, au Moyen-Orient ou ailleurs**, parce que toute complicité avec la bourgeoisie et son État signifie la mort

de la lutte de classe ;

- **Contre toute forme de nationalisme**, parce que le nationalisme provoque la division entre prolétaires pour le seul bénéfice des bourgeois et du capitalisme ;

- **Contre toute forme de collaboration de classe**, parce qu'elle empêche la lutte ouvrière ;

- **Contre toutes les illusions démocratiques, pacifistes, humanitaires...** parce qu'elles paralysent le prolétariat et le soumettent à l'ordre bourgeois ;

- **Pour la réorganisation classiste du prolétariat au-dessus des divisions nationales**, parce que ce n'est qu'en s'unissant en une seule classe internationale que les prolétaires du monde entier pourront vaincre le capitalisme ;

- **Pour la reprise de la lutte de classe contre la guerre bourgeoise, contre toutes les oppressions économiques, nationales, racistes, politiques ou militaires !**

- **Pour la reconstitution du Parti de classe international**, organe dirigeant la classe ouvrière de tous les pays aussi bien dans la défense quotidienne contre l'exploitation et l'oppression, que dans la lutte révolutionnaire, le renversement des États bourgeois et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat !

21/04/2019

Dans toutes ses déclarations, MS associe la revendication de l'ANS à celle du «gouvernement ouvrier» qui au fil des lignes se transforme en «gouvernement des organisations ouvrières».

Cela fait des décennies que notre courant a combattu l'ambiguïté du mot d'ordre de «gouvernement ouvrier»

Nous ne pouvons mieux faire ici que de rapporter le discours d'Amadeo Bordiga au Ve Congrès de l'Internationale Communiste: «*La dictature du prolétariat, cette merveilleuse expression de Marx, il est déplorable qu'on veuille la balancer en douce par la fenêtre d'un congrès communiste. Dans ces quelques mots s'exprime toute notre conception politique, tout notre programme. Dictature du prolétariat, cela me dit que le pouvoir prolétarien s'exercera sans aucune représentation politique de la bourgeoisie. Cela me dit aussi que le pouvoir prolétarien ne peut être conquis que par une action révolutionnaire, une insurrection armée des masses. Lorsque je dis "gouvernement ouvrier", on peut entendre tout cela, si l'on veut; mais si on ne le veut pas, on peut entendre aussi tout autre chose*». Et c'est bien cette autre chose, c'est-à-dire diverses formules de gouvernements dans le cadre du sys-

tème politique bourgeois, qu'avaient en tête les promoteurs du «gouvernement ouvrier».

Au final, MS en arrive à «un gouvernement des organisations syndicales: UGTA – débarrassée de Sidi Saïd et des agents de l'actuel pouvoir – et CSA». Remplacer le pouvoir des militaires par celui du collaborationnisme syndical qui l'a fidèlement servi depuis l'indépendance!

L'UGTA n'est pas un syndicat ouvrier né des luttes des prolétariennes, mais un rejeton des nationalistes bourgeois du Front de Libération Nationale qui ont mené la guerre d'indépendance. Dès celle-ci obtenue, l'UGTA est devenu un simple rouage de l'appareil d'État contrôlé par l'armée et le FLN. La CSA regroupe des syndicats «autonomes», c'est-à-dire qui ne sont pas sous la tutelle de l'UGTA. Ces syndicats sont souvent victimes de l'ostracisme de l'UGTA et de la répression étatique mais ils veulent surtout se faire une place dans les négociations avec le patronat et l'État. Leur indépendance de classe est aussi inexistante que celle de leur rivale.

La conséquence logique est que MS fixe un programme bourgeois à ce «gouvernement ouvrier» (déclaration du 7

avril). À côté des revendications de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, on retrouve: la «nationalisation ou renationalisation immédiate des grands moyens de production», le «monopole de l'état sur le commerce extérieur» et l'«expulsion de la caste parasitaire et corrompue qui gouverne aujourd'hui l'Algérie sous la houlette des puissances impérialistes». Le programme des nationalistes bourgeois des pays dominés. Cette filiation peut se voir dès la une du site: les portraits de Marx et Lénine sont surmontés d'une carte qui intègre le Sahara occidental au Maroc, un soutien ouvert à l'oppression nationale de la population et des prolétaires sahraouis.

La dénonciation nette des positions capitulaires des trotskistes du PT et du PST par MS peut sembler être une rupture avec le réformisme et le collaborationnisme pour des prolétaires algériens au pays ou dans l'immigration. En réalité, il n'en est rien. Son refus des exigences de la lutte prolétarienne – indépendance de classe, revendications classistes, lutte pour la dictature de classe – place MS à contre-sens des exigences de cette lutte que seul le parti véritablement marxiste peut mener de façon conséquente.

## Cameroun

### Un pays sous la botte de l'impérialisme français

En octobre 2018, Paul Biya, 85 ans, a été élu président du Cameroun pour la septième fois consécutive. Le vieux président, qui passe plus de temps dans des hôtels de luxe à Genève que dans son palais présidentiel, a affronté des «opposants» qui sont souvent d'anciens ministres ou membres du parti au pouvoir. Biya sélectionne ses «opposants» grâce à l'opération «Epervier» qui au nom de la lutte anti-corruption, lui permet d'écarter ses soutiens qui pour une raison ou une autre sont tombés en disgrâce (1).

La main de fer du régime a truqué les élections de bout en bout pour assurer un Biya un score de 70 % au premier tour. Une farce électorale dans toute sa splendeur!

La France, parrain impérialiste de

Biya, s'est montrée discrète pendant les élections et seul le Ministère des Affaires étrangères a félicité officiellement le vainqueur. Le président français Macron s'est «contenté» d'envoyer un courrier «privé» de félicitations que le vainqueur s'est empressé de rendre public...

Cette mascarade témoigne de l'hypocrisie sans limites de l'impérialisme français mais aussi des liens étroits qui unissent le Cameroun à l'impérialisme français.

La France a acquis le pays à la suite de la Première Guerre mondiale lorsque les vainqueurs ont dépouillé l'impérialisme allemand défait de ses colonies. A la suite de l'indépendance du pays en 1960, le nouveau régime vendu à Paris a mené une guerre sanglante contre les anticolonialistes de l'UPC (Union des

populations du Cameroun) puis de l'ANLK (Armée nationale pour la libération du Kamerun). L'armée française avait initié cette guerre dès la fin des années 1950 et a continué, en sous-main, les opérations militaires et d'espionnage dans les années 1960. Ce sont par exemple les services français qui ont empoisonné Félix Moumié, chef de l'UPC. La guérilla nationaliste ne sera totalement défaite qu'en 1970, et ce au prix de dizaines de milliers de morts.

La bourgeoisie française pille allégrement le pays depuis des décennies. L'exploitation du bois, des minerais et du pétrole est aux mains de multinationales françaises, comme les infrastructures, les télécommunications, les travaux publics, l'agrobusiness... Ces multinationales qui exploitent les Camerounais sont Total, Bolloré, Bouygues, Lafarge, Orange, la Société générale, la Compagnie fruitière, Vinci...

Le pillage s'est accéléré ces dernières années dans le cadre d'un Accord de partenariat économique (APE), signé avec l'Union européenne en 2016, qui prévoit une suppression progressive des taxes sur les importations des produits européens. Cela risque de mettre en danger des secteurs entiers de l'agriculture et de l'industrie qui ne seront pas du tout concurrentiels face aux multinationales de l'UE.

La France offre aussi un solide soutien militaire à la dictature avec la fourniture de matériels, la formation des troupes ou la présence de conseillers dans les plus hautes instances militaires et policières.

Fort du soutien français, le régime camerounais a les mains libres face à l'opposition qu'il réprime sans honte et sans retenue. Quelques mois après la présidentielle, son principal «adversaire» a été jeté en prison ainsi que plus de cent cinquante membres de son parti. Il a aussi et surtout les coudees franches pour massacrer sa propre population, et ce sur deux fronts.

Au Nord, au nom de la lutte contre le groupe islamiste Boko Haram qui a partir du Nigeria rayonne sur le Cameroun, l'armée camerounaise mène une politique de terreur qui vise les populations civiles qui se retrouvent prises entre deux gangs de criminels sanguinaires. Il y a quelques mois, on a pu constater l'ignominie de cette violente et aveugle répression avec la diffusion d'une vidéo montrant l'exécution par des soldats de deux femmes, d'une fillette et d'un nourrisson (!) accusés d'être des djihadistes.

### Les démocraties européennes, sponsors de l'esclavage en Érythrée

Les bourgeoisies européennes, dans le cadre de la concurrence de plus aiguë avec leurs rivaux américain, chinois ou russe, cherchent à s'implanter ou à consolider leur implantation en Afrique de l'Est. Dans cette région, l'Érythrée, dirigé par une main de fer, est en train de passer du statut de paria à celui d'allié courtisé.

L'Érythrée est réputée pour la cruauté de sa dictature. Toute opposition, toute expression critique... sont interdites. Les opposants subissent une terrible répression : arrestations, internements, tortures, assassinats...

Mais, aux yeux des impérialistes, ce petit pays de cinq millions d'habitants a beaucoup d'atouts économiques et géostratégiques.

Le sous-sol du pays regorge de potasse (pour les engrais), d'or, d'argent, de cuivre et de zinc. Les capitalistes du secteur minier ont commencé à fondre sur le pays comme des oiseaux de proie pour s'accaparer ces richesses. Des entreprises australiennes, canadiennes et chinoises ont commencé à exploiter des mines.

L'Érythrée dispose aussi d'une position géostratégique qui fait rêver les impérialistes : il borde la Mer rouge et peut exercer un contrôle avant ou après le détroit du Bab el Mandeb (qui sépare Djibouti du Yémen). Le contrôle de la Mer rouge est un enjeu important car beaucoup de marchandises (un cinquième du commerce mondial) et de matières premières (cinq millions de barils de pé-

trole) y transitent pour relier la Méditerranée au Proche-Orient et à l'Asie (en transitant par le canal de Suez).

Ce sont ces atouts qui expliquent la récente levée des sanctions de l'ONU contre l'Érythrée et les convoitises des différents impérialismes.

Les bourgeoisies européennes, via l'Union européenne, ont accordé des crédits au gouvernement érythréen pour la construction d'infrastructures, en particulier la route reliant l'Éthiopie enclavée au port de Massawa.

Sur ces chantiers, le régime recourt massivement au travail forcé que les ONG et la très bourgeoise ONU vont jusqu'à assimiler à de l'esclavage. Le travail forcé se fait dans le cadre d'un « service national » qui mobilise tous les jeunes dès la dernière année du lycée et qui peut durer une vingtaine d'années. Pendant leur conscription, les jeunes subissent toute sorte de sévices dont de nombreux viols pour les jeunes filles.

Le capitalisme est né sur les cadavres des millions d'esclaves africains déportés vers l'Amérique. Les puissances impérialistes ont colonisé le continent pendant près d'un siècle et ont construit leur puissance sur le travail forcé et les massacres. Le capitalisme du XXIe siècle poursuit cette ignoble exploitation de l'Afrique.

En Afrique comme partout, la solution est la révolution prolétarienne: seule la classe ouvrière peut mettre fin au règne sanglant des vautours impérialistes.

## Cameroun ...

A l'Ouest, c'est la population anglophone qui fait les frais de la répression. Près de vingt pour cents des Camerounais sont anglophones et ils sont regroupés dans la partie occidentale du pays. Cette population est marginalisée et ses élites souhaitent obtenir une part du butin issu de l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz dans l'Ouest. Cela a provoqué des manifestations pacifiques qui ont rapidement été victimes de tirs à balles réelles des forces de sécurité. A partir de là, les anglophones ont pris les armes et décidé de proclamer l'indépendance de ce qu'ils nomment l'Ambazonie. La réponse du pouvoir a été une fois de plus une politique de terreur: enlèvements, exécutions sommaires, torture, villages rasés... Des milliers d'Anglophones ont fui les combats et se sont réfugiés au Nigeria.

Les masses pauvres et les prolétaires du Cameroun ont donné à plusieurs reprises des preuves de leur combativité.

Au printemps 1991, il y eut les opérations «villes mortes» déclenchée par l'opposition sur l'objectif bourgeois d'obtenir une démocratisation du régime, qui donnèrent l'occasion de manifestations des masses déshéritées. A la suite de ces manifestations réprimées dans le sang, le régime, conseillé par l'impérialisme français, effectua son tournant démocratique.

En février 2008 une grève des syndicats des taxis et mototaxis contre la

hausse des carburants s'élargit spontanément en une grève générale et émeutes à Douala, capitale économique du pays.

En dépit des appels des syndicats à l'arrêt de la grève, le mouvement s'étendit à la capitale Yaoundé et à d'autres villes contre le régime en place. Des centres commerciaux furent pillés, des bâtiments officiels furent attaqués et incendiés. La répression bestiale fit probablement plusieurs centaines de morts. Devant cette irruption des prolétaires et des masses les diverses forces bourgeoises rivales firent front: John Fru Ndi, le leader historique de l'opposition anglophone, condamna la violence et se rangea aux côtés de Biya! (2).

Il n'y a aucune issue pour les masses camerounaises dans le cadre du système capitaliste. Pour gagner leur émancipation, il n'y a rien à espérer d'une «démocratisation» qui ne serviraient qu'à maintenir le pouvoir des capitalistes et de l'État bourgeois local, mais aussi des voraces patrons impérialistes de ces derniers. Seule la révolution prolétarienne offre une perspective de briser le statu quo qui maintient le pillage impérialiste du pays et une misère sans nom pour les prolétaires et les masses opprimées des villes et des campagnes.

La manière d'aider le combat de nos

frères de classe en Afrique est d'abord – dans les métropoles impérialistes – le retour à la lutte de classe ouverte contre l'État capitaliste, afin de desserrer l'étai qui écrase toutes leurs réactions de révolte.

La manière d'aider partout dans le monde à dépasser cette tragique situation, c'est pour les prolétaires d'avant-garde de consacrer toutes leurs forces à la construction du parti mondial de la révolution communiste, seul capable d'arracher la lutte prolétarienne à la direction des autres classes et d'en faire l'instrument de la mort du capitalisme.

(1) Cette opération «épervier» de lutte contre la corruption (selon les médias la corruption serait équivalent à 40% des recettes de l'Etat) avait été lancée par le premier ministre Ephraïm Inoni en 2006 sous la pression des parains impérialistes. Mais Inoni fut lui-même arrêté en 2012 dans le cadre de cette opération, qui n'est en réalité qu'un moyen de régler les comptes au sein des milieux dirigeants.

(2) Voir les articles du *Prolétaire* n°488 (mars-avril 2008) sur les émeutes contre la vie chère en Afrique et la répression au Cameroun.

## Argentine

### Face à la crise et à la misère, nécessité impérieuse de la lutte classiste et de l'organisation prolétarienne!

**Le 29 mai dernier, les travailleurs argentins ont massivement participé à une grève générale de 24h. Buenos Aires, métropole de quinze millions d'habitants (un tiers de la population argentine) a été largement paralysée. Les autres grandes villes et régions industrielles ont également été bloquées.**

Les prolétaires de la sidérurgie, de la métallurgie, des transports, des ports et docks... et les travailleurs de l'enseignement, de la santé... protestaient contre les licenciements, le chômage et la dégradation importante des conditions de vie.

La politique d'austérité de la présidence Macri, avec le soutien du FMI, a imposé des coupes budgétaires entraînant une augmentation des prix alimentaires, des carburants et des services de base. S'ajoutant à la crise capitaliste, ces meures ont maintenu ou jeté dans la misère des millions de prolétaires. Selon des universitaires bourgeois, 13 millions d'Argentins sont pauvres (31 % de la population contre 26 % il y a un deux ans), 6 millions souffrent de la faim, plus d'un quart ne peuvent accéder aux soins médicaux ou aux médicaments,

plus d'un quart vit dans un logement insalubre (bidonvilles entre autres). Les salaires se sont effondrés pour ceux qui ont un emploi et le chômage a augmenté (9 % officiellement mais un quart des salariés sont sous-employés ou précairisés). Les services de base ne sont plus accessibles à beaucoup, avec par exemple une augmentation en conséquence de l'analphabétisme.

La politique de la bourgeoisie argentine et ses conséquences dramatiques pour les prolétaires et une large partie de la petite bourgeoisie n'a rien de particulier ou d'original : c'est le sort que subissent déjà de larges masses dans le monde et c'est le sort qui menace les autres en l'absence d'une réaction prolétarienne.

( Suite en page 14)

## El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 17 / En.-Febr.-Marzo de 2019

••• Los tres pies del gato ••• ¿Venezuela. ¡Ni Maduro ni Guaidó s-ino lucha independiente y proletaria contra el capitalismo! ••• El capitalismo de crisis en crisis (II) ••• Pánico en las calles ••• Sobre el conflicto en Philips Indal y las luchas obreras en el presente ••• Sobre el conflicto en Philips Indal y las luchas obreras en el presente ••• ¡Contra los despidos en Philips! ••• A propósito del Movimiento de los «Chalecos Amarillos» que sacude a Francia actualmente ••• Brasil. El significado de la elección de Bolsonaro ••• El asesinato de Khashoggi y los crímenes del imperialismo ••• ¡Solidaridad con la lucha de los trabajadores del reparto de prensa diaria en Madrid!

Precio del ejemplar: Europa: 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

## Argentine ...

( Suite de la page 13 )

Devant ces attaques, les directions syndicales collaborationnistes ne proposent aucune perspective, en dehors des « grèves générales » limitées à 24 heures qui épuisent les grévistes, désorganisent toute riposte prolétarienne sans gêner les capitalistes.

Ces grèves, judicieusement espacées et limitées dans le temps, jouent pleinement leur rôle de soupapes de sécurité. C'est bien en effet une grande partie de la révolte ouvrière qui se trouve canalisée dans ces simulacres de lutte où aucun combat n'est livré, où on ne vise pas à gagner quoi que ce soit sur la bourgeoisie mais seulement à exprimer, aux seuls frais des prolétaires, une symbolique protestation. Le volet complémentaire – et non le moins négatif – de cette tactique, c'est, bien sûr, tout le cortège d'illusions qui sert à justifier ces méthodes auprès des travailleurs : illusions selon lesquelles on pourrait faire reculer la bourgeoisie sans engager d'épreuve de force. L'opportunisme prétend faire l'économie de la lutte des classes, son rêve serait évidemment de l'éliminer et de la remplacer par la conciliation et la négociation permanente.

Le sabotage du collaborationnisme syndical est appuyé par l'« extrême » gauche argentine, une des plus puissantes du monde. Ces courants se situent complètement sur le terrain bourgeois avec deux constantes : réformisme et chauvinisme.

Les maoïstes du Parti Communiste Révolutionnaire (PCR) sont les plus clairs. Ils souhaitent une vaste alliance bourgeoise, un « *grand front populaire, patriotique et démocratique* », qui inclurait y compris le péronisme, qui dirigeait le gouvernement précédent : c'est la vieille méthode stalinienne des « fronts populaires » qui dans les années trente enchaînèrent les prolétaires à la défense de l'Etat bourgeois dans le cadre de ces unions interclassistes.

Les multiples partis trotskistes – Parti des Travailleurs Socialistes, Parti Socialiste des Travailleurs Unifié, Mouvement Socialiste des Travailleurs, Parti Ouvrier, Mouvement Vers le Socialisme (MAS), Gauche Socialiste (IS)... – partagent un fond commun : la « rupture » avec le FMI, des revendications nationales-réformistes (nationalisation des ressources naturelles, des banques, des grands secteurs industriels, investissements publics...) mais aussi la participation assidue au circuit électoral (1).

Ces « révolutionnaires » cherchent à faire croire que la santé de la classe

ouvrière se mesure à la santé de l'économie nationale (avec quelques correctifs dans le sens de la justice sociale), à la santé de son commerce extérieur, de sa monnaie, de sa compétitivité, ainsi qu'à la capacité de son Etat à défendre et à faire respecter les sacro-saints intérêts de la patrie, toutes classes confondues. Ces objectifs sont communs à tout l'éventail politique bourgeois, même s'il y a des désaccords sur les moyens de les atteindre et si l'on se dispute sur les méthodes.

Mais ce sont précisément ces objectifs que la classe ouvrière ne peut faire siens sans accepter du même coup la pérennité de son esclavage.

Pour faire face aux attaques capitalistes, la classe ouvrière doit se lancer dans la **lutte ouverte** et rompre avec les paralysantes orientations réformistes, nationalistes et électoralistes. La lutte prolétarienne ne peut redevenir lutte de classe que si elle est menée sur le terrain de la défense résolue de la force de travail, du salaire, de la diminution de la durée et de l'intensité de la journée de travail, de la défense des chômeurs. Cela implique un combat sans merci contre les méthodes de division et de dislocation du collaborationnisme.

La reprise de la lutte de classe ne peut mener à une issue positive que si, parallèlement, une bataille constante est menée pour constituer, étendre et renforcer le réseau international de la seule force capable de diriger la lutte prolétarienne pour le but ultime de l'émancipation du capitalisme : le parti indépendant de classe.

Ce dernier lutte pour réintroduire dans ce combat le besoin du commu-

nisme et les principes de la révolution prolétarienne, qui permettent de regrouper, à travers les dures épreuves qui attendent la classe, les masses prolétariennes autour du parti et de faire de la foule impuissante qu'elles sont encore une unique armée internationale, centralisée, capable de passer victorieusement à l'offensive contre l'ordre établi mondial.

**Non à la défense de l'économie nationale! A bas le collaborationnisme aux ordres des patrons !**

**Pour la lutte directe et de classe, seule capable d'imposer les rapports de force en faveur des prolétaires !**

**Pour l'utilisation des méthodes et moyens classistes de lutte : grève sans préavis ni limitation préalable de durée dirigée par des comités de grève émanant des travailleurs, piquets de grève, occupation des usines pour bloquer la production !**

**Pour une organisation de défense économique des travailleurs, indépendante des appareils syndicaux collaborationnistes et de toute influence bourgeoise, luttant exclusivement pour les intérêts prolétaires !**

**Pour la constitution du Parti de classe international, sur la base du programme communiste authentique !**

14/06/2019

(1) cf « En Argentine, le trotskisme et la dette », *Le Prolétaire* n° 512 (Juillet-Septembre 2014) et « Argentine: Serrage de ceinture et matraque pour les prolétaires », *Le Prolétaire* n° 512 (Avril-Mai-Juin 2018)

## Colombie Face à l'offensive et à la terreur bourgeoises: Lutte de classe anticapitaliste !

Le 25 avril, la Colombie a été secouée par une « grève générale » d'une journée et des manifestations de masse dans les grandes villes qui ont réuni autour d'un million de personnes. Cette mobilisation se voulait une réponse aux attaques capitalistes concentrées dans le « Plan national de développement – Plan pour l'équité (sic) » du président Duque.

Ce PND reprend les recettes de toutes les bourgeoisies: moins de sécurité et plus de flexibilité pour les salariés, la baisse des retraites, la baisse des salaires avec la suppression du salaire minimum, l'austérité budgétaire (avec le refus d'appliquer l'accord qui prévoyait

une augmentation du budget de l'éducation), transformation de salariés en auto-entrepreneurs (ce qui s'accompagne d'une dégradation des conditions de vie et de travail)... A ce programme s'ajoute le développement des industries extractives avec toutes les conséquences néfastes pour les populations qui peuplent les régions concernées.

La Colombie est un pays très urbanisé de 45 millions d'habitants, dont l'économie repose en bonne partie sur les matières premières industrielles et agricoles: pétrole, charbon, café, fleurs, riz, etc. Le pétrole (1M de barils / jour) représente 55% des exportations colombiennes.

## Colombie ...

biennes, avec des réserves calculées pour seulement 10 ans, et il connaît le même destin que toutes les autres matières premières.

Mais en Colombie, il y a aussi des activités agricoles particulières comme celle des plantes de coca. *«L'économie parallèle du trafic de drogue est ingérable. Bien qu'impossible à calculer, les estimations lui confèrent environ 2% du PIB (souligné par nous). «Le pays restant l'un des premiers producteurs de cocaïne au monde, le Président Santos a marqué avec constance sa volonté de faire évoluer le débat international sur les drogues, notamment lors de la session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies en avril 2016 puis à l'occasion de la remise de son prix Nobel de la paix à Oslo en décembre 2016» (1). «La Colombie, premier producteur mondial de cocaïne, a atteint un niveau historique l'an dernier [en 2017] en superficie avec 209.000 hectares cultivés (+ 11 %), selon l'administration américaine. Sur la même période, la capacité de production de cocaïne pure a augmenté de 19 %, passant de 772 à 921 tonnes, un autre record, d'après le Bureau national de contrôle de la drogue (ONDCP)» (2).*

La pauvreté est importante, surtout chez les populations indigènes, et en général à la campagne ; c'est le pays d'Amérique Latine où les inégalités sont les plus importantes, pires encore qu'au Brésil et au Chili. Le chômage est passé selon les chiffres officiels de 9,7 % en 2018 à 12,8 % en 2019 pour descendre, après janvier, à 10,8 % en mars (3). Mais il ne faut pas accorder beaucoup de confiance dans ces chiffres, étant donné que beaucoup de personnes en âge de travailler sont employées dans ladite «économie souterraine» comme le narco trafic et des centaines d'activités non couvertes par la sécurité sociale et qui sont difficiles à estimer dans les statistiques.

Par rapport aux voisins vénézuéliens, il y a aussi l'hyperactivité économique complètement anarchique à la frontière, où des milliers de prolétaires et semi-prolétaires tentent de subsister dans des activités précaires les plus diverses ou directement de contrebande, surtout d'essence.

\* \* \*

La «grève générale» était appelée par les trois centrales syndicales CUT, CGT et CTC. Le syndicalisme collaborationniste a tout fait pour utiliser le plus tardivement possible l'arme de la grève mais aussi pour la rendre la plus inoffensive possible : grève d'une seule journée, et

sans perspective. Comme ailleurs, le collaborationnisme offre une soupe de sécurité à la bourgeoisie en cherchant à faire baisser la pression sociale pour éviter l'explosion.

Pour faire reculer les plans de la bourgeoisie, les communistes défendent le recours à des méthodes classistes, à commencer par la grève sans limitation de durée ou par la constitution de piquets de grève pour bloquer réellement la production et les profits des capitalistes.

La Colombie a mis fin à la plus longue guerre civile de l'époque contemporaine avec la signature d'un accord de paix entre le gouvernement précédent et les FARC.

En réalité la paix est celle des exploités. Les guérillas paysannes ont déposé les armes mais les milices bourgeoises, plus ou moins liées à l'extrême droite ou au crime organisé, continuent à semer la mort (4). Pas moins de 566 dirigeants sociaux, politiques, syndicaux, environnementaux et défenseurs des droits de l'homme ont été assassinés en Colombie entre janvier 2016 et janvier 2019.

Depuis des décennies, les prolétaires sont désarmés face aux hommes de main des capitalistes. Un véritable parti communiste se poserait le problème d'organiser la lutte indispensable contre la violence bourgeoise. La question de l'autodéfense ouvrière se présente sous deux aspects inséparables : celui de l'«autodéfense de masse» qui vise à riposter par la grève, les manifestations et la mobilisation des masses ouvrières; et celui de l'autodéfense proprement dite, c'est-à-dire de la constitution d'organes d'autodéfense (détachements de combat, milices armées...), dont le but est d'abord de défendre physiquement les ouvriers en grève, les centres de vie prolétarienne, les quartiers et les organisations ouvrières mais également, quand cela est possible, de faire la démonstration devant les prolétaires que l'on peut aussi porter des coups à l'adversaire, donnant ainsi à la classe ouvrière confiance en elle-même, dans la perspective de pouvoir se porter demain sur le terrain de la préparation militaire de la révolution.

Face aux attaques capitalistes, les pseudo-communistes et l'«extrême» gauche n'offrent qu'une perspective réformiste qui ne peut que désarmer le prolétariat face à ses ennemis de classe.

Le Parti Communiste de Colombie (PCC) demande au pouvoir de «gouverner et légiférer en fonction des besoins et des intérêts des travailleurs et du peuple». C'est la vieille illusion réformiste selon laquelle l'État bourgeois pourrait être au service des prolétaires...

L'«extrême» gauche partage cette même orientation. Le Parti du Travail de Colombie (PTC) participe à l'Alliance Verte, un cartel de partis bourgeois dirigés par les écologistes. Le Mouvement Ouvrier Indépendant et Révolutionnaire (MOIR) défend «la souveraineté, la paix, la démocratie et un emploi décent» et le Mouvement pour la défense des droits du peuple (MODEP) se déclare pour «la défense de la vie, des territoires et des droits). Les trotskistes (morénistes) du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) se font, eux, les champions depuis des années d'une assemblée «Constituante large, libre, démocratique et souveraine».

Toutes ces organisations restent dans le cadre du système politique capitaliste et n'offrent donc qu'un programme antiprolétarien.

La solution pour les prolétaires et les masses opprimées de Colombie n'est pas bourgeoise: c'est uniquement sur le terrain de la lutte de classe qu'ils doivent lutter. La démocratisation de l'État bourgeois est une dangereuse illusion qui anesthésie le combat que peuvent mener au quotidien les travailleurs contre leur exploitation. Ce programme fait croire que l'État est à conquérir alors qu'il est à détruire.

En Colombie comme ailleurs, au front uni des capitalistes et de leurs laquais opportunistes, qui ne peut préluder qu'à une exploitation toujours plus féroce, les travailleurs doivent répondre en refusant de subordonner leurs intérêts à la défense ou à la démocratisation de l'État bourgeois.

Les communistes ne proposent pas de combattre pour une vie meilleure ou un emploi décent dans une société d'oppression (ce qui serait illusoire), mais pour la possibilité pour tous les prolétaires de lutter aujourd'hui contre les attaques du capital, demain, sous la direction de son parti, pour sa destruction.

29/05/2019

(1) <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/colombie/presentation-de-la-colombie/>

(2) <https://www.lesechos.fr/2018/06/les-plantations-de-coca-se-multiplient-en-colombie-997467>

(3) <https://fr.tradingeconomics.com/colombia/unemployment-rate>

(4) Les accords signés à La Havane en août 2016 par les FARC et le gouvernement colombien précédent, présidé par Santos, ont en pratique été rompus ou n'ont pas été respectés, poussant des milliers d'ex-combattants à reprendre les armes et à retourner à la guérilla.

## Scoop: Selon Lutte Ouvrière la Russie de Poutine n'est pas capitaliste!

### A LA POURSUITE DE L'«ÉTAT OUVRIER DÉGÉNÉRÉ»

Depuis la chute de l'URSS, la théorie de «l'État ouvrier dégénéré» cette théorie trotskyste classique (1) selon laquelle l'État soviétique était, malgré toutes ses «déformations», de nature ouvrière, est une épine dans le pied des différentes obédiences trotskistes: comment expliquer que, sans contre-révolution, la Russie d'aujourd'hui qui a laissé tomber le masque du socialisme, soit un État capitaliste ?

Lutte Ouvrière a répondu à sa façon à cette question (2), en niant tout bonnement que la Russie de Poutine soit capitaliste!

### LUTTE OUVRIÈRE, AVOCAT DU STALINISME

LO trouve beaucoup d'aspects positifs au développement capitaliste de la Russie sous Staline. Elle nous explique que «c'est uniquement grâce à l'héritage de l'époque soviétique que l'économie russe n'est pas encore tombée au niveau des pays du tiers-monde» et que «les outils de production et les infrastructures datant de l'époque soviétique sont encore utilisés». Elle vante aussi les mérites des... chauffages collectifs ou ce qu'il reste des réseaux de transport.

Si c'est bien le régime stalinien qui a assuré un large développement du jeune capitalisme russe, il n'y a pas de quoi se féliciter pour les communistes. Comme tout développement capitaliste, il s'est fait sur le dos des prolétaires et des masses paysannes, au prix de leur sueur et de leur sang.

De plus, n'en déplaise à LO, d'autres bourgeoisies ont développé au vingtième siècle leur économie à vive allure et ainsi amélioré – en partie – les conditions de vie des prolétaires. Il suffirait de citer le cas emblématique du Japon, ou plus récemment des «dragons» asiatiques, comme la Corée du Sud et Taïwan, dirigés par de fervents anticommunistes.

### OÙ EST PASSÉE LA BOURGEOISIE ?

Pour LO, la réponse est simple: il n'y en a pas en Russie !

LO décrit donc une «société russe actuelle, avec ses particularités uniques en leur genre .

Dans son exposé, l'orateur trotskyste affirme: «Le prolétariat n'a toujours pas en face de lui une bourgeoisie puissante, mais une bureaucratie et une oligarchie qui n'ont ni l'assise ni l'assurance sociales propres aux capitalistes américains, français, al-

lemands et autres ni d'ailleurs une petite bourgeoisie nombreuse sur laquelle ils pourraient s'appuyer, car elle aurait fait sien l'ordre social des classes possédantes».

On ne sait pas trop qui compose «l'oligarchie» hormis ceux qui ont racheté des entreprises d'État, mais les auditeurs du Cercle Léon Trotsky ont eu des précisions sur la supposée «bureaucratie» : «Combien sont-ils à présent en Russie? C'est difficile à dire, mais ils sont très nombreux et Poutine a sauvé leur gagne-pain. Car au-delà des ministres affairistes au sommet de l'État, il y a la myriade de tous ceux qui ont le pouvoir de délivrer un papier officiel, d'accorder une autorisation, une exemption du service militaire, un permis de construire, un permis de conduire, ceux qui peuvent donner accès à une école réputée ou à un lit d'hôpital sans devoir attendre, ceux qui rendent un jugement favorable au tribunal, qui font passer un camion à la douane... bref tous ceux qui peuvent exiger des pots-de-vin».

Mais c'est bien sûr! Il n'y a pas de bourgeois mais que des «bureaucrates» affairistes et corrompus, et quand il y a de la corruption, ce n'est pas du capitalisme.

Avec des nullités théoriques de ce style, nos «marxistes» pourraient transformer en «État ouvrier dégénéré» une large partie des pays dominés qui sont minés par la corruption.

### LO CONFOND SOCIALISME ET ÉTATISATION

Une des raisons des «particularités uniques» de la Russie et de l'absence de la bourgeoisie: «l'étatisme [qui] reste prédominant par rapport aux secteurs capitalistes fonctionnant sur la base de la propriété privée des moyens de production» !

Comme le disait Engels: «C'est purement et simplement une falsification intéressée des bourgeois de Manchester (libéraux) que d'appeler "socialisme" toute intervention de l'État dans le jeu de la libre concurrence : tarifs protectionnistes, règlements professionnels (...), nationalisations de certaines branches d'industrie [...]. Nous devons critiquer ce point de vue et non pas lui ajouter foi. Si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'État belge [...] a construit lui-même ses chemins de fer principaux, si Bismarck [...] a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse (...) ce n'étaient nullement là des mesures socialistes directes ou indirectes, conscientes ou inconscien-

tes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 1830, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin, celle des bordels!» (3). Cette confusion est un grand classique du trotskysme.

A défaut d'être fidèle au marxisme, LO entend se poser comme la meilleure héritière d'une erreur fatale de Trotsky: oublier d'abord que le mode de production capitaliste n'avait jamais été et ne pouvait être supprimé en Russie.

Sans la victoire de la révolution dans les pays pleinement capitalistes qui auraient pu fournir suffisamment de forces productives pour accélérer les changements sociaux, il ne pouvait matériellement pas l'être dans un pays au développement économique retardataire et où la paysannerie, qui constituait la grande majorité de la population, vivait sous le règne de la petite production marchande; seuls les capitalistes privés avaient été expropriés et leurs entreprises mises

### Programme communiste

Revue théorique  
du parti communiste international

No 105 (Février 2019)

- Dix ans après l'échec de Lehman Brothers. Inexorablement, les mesures des classes dirigeantes bourgeoises pour surmonter la crise économique et financière de 2007-2008 ne préparent que des facteurs de crise plus généraux et violents
- La Guerre d'Espagne. Une première synthèse des positions du parti (1)
- Brève chronologie
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (2)
- Histoire de la Gauche communiste:
  - La question du Front Unique (4)
  - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie. Rome, mars 1922 (1)
  - Contribution au projet de programme du Parti Communiste Italien
  - Déclaration d'Amadeo Bordiga à propos des thèses de Rome
  - «Résolution confidentielle» du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur l'action du P.C. d'I. ( Exécutif Elargi de juin 1922 )
  - Amadeo Bordiga. La Tâche de notre parti. (Il Comunista, 21/3/1922)
- Notes d'actualité. Sur la situation des sans-papiers en Belgique

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA +  
Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 /  
Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

sous contrôle d'Etat.

Trotsky oubliait ensuite que cette industrie d'Etat, basée sur le salariat, ne représentait pas une quelconque forme post-capitaliste, mais une forme de capitalisme d'Etat, en lutte contre «*l'océan de la petite production marchande*» paysanne, comme disait Lénine, et aussi, insidieusement mais puissamment, contre le contrôle politique prolétarien.

LO ne veut surtout pas remettre en cause ce dogme qui a servi aux trotskystes pendant des années à justifier toutes les politiques pourries de suivisme par rapport aux partis staliniens – PCF en tête – et à l'URSS.

### NE DEMANDEZ PAS LE PROGRAMME... IL N'Y EN A PAS

LO peut affirmer fièrement que «*seuls les trotskystes qui ne se sont pas empressés de lui tourner le dos alors [à la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré], continuent à défendre la perspective d'une révolution prolétarienne semblable à celle d'Octobre 1917*».

Mais quelques phrases plus tôt son orateur expliquait que cela... ne concernait pas la Russie: «*Quel serait le programme d'un véritable parti communiste révolutionnaire en Russie aujourd'hui ? Il serait absurde de prétendre l'élaborer d'ici. Seuls des révolutionnaires militant sur place, capables de vérifier pas à pas leur politique en la mettant en œuvre, en faisant progresser la conscience politique du prolétariat, dans leur propagande et à travers leurs luttes quotidiennes, seront en mesure d'élaborer précisément un tel programme*».

La particularité russe empêcherait donc LO de savoir quelles sont les tâches du prolétariat: s'agirait-il d'une nouvelle version des voies nationales au socialisme du stalinisme d'après-guerre? On sait que pour Trotsky la révolution en Russie, contrairement aux pays capitalistes, devait être une «*révolution politique*» et non une révolution sociale, puisque le pays avait selon lui, dépassé le stade capitaliste: il s'agissait simplement de renverser la bureaucratie qui avait usurpé le pouvoir, en laissant telle quelle la structure économique. En toute logique LO devrait penser de même.

Mais elle a le moyen d'éviter ce problème trop épineux: en ligne avec les éternelles traditions de l'opportunisme, elle attend que le programme censé diriger l'action, naisse de cette action elle-même! Le vieux socialiste de droite allemand Bersntein, celui qui entendait «réviser» le marxisme, l'avait déjà dit: le mouvement est tout, la théorie n'est rien...

viétique en 1936 dans son ouvrage «*La révolution trahie*».

(2) cf. «Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capi-

talisme décadent», «Cercle Léon Trotsky» du 20 octobre 2018.

(3) cf Engels, «L'Anti-Dühring», Socialisme, ch. II, Notions théoriques, note 6.

## L'écologisme au coeur des ténèbres

L'écologisme est à la mode... On voit se multiplier les campagnes pour «la planète» et les réformistes de tous poils communient avec les ministres de Macron et les représentants des multinationales pour «sauver le climat».

Mais derrière cet écran de fumée verte, la réalité est moins reluisante. Le cas le plus emblématique du caractère réactionnaire et impérialiste de l'écologisme est très bien illustré par le WWF.

Le Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Fund) se donne pour objectif de «construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature». En réalité, on est bien loin du compte!

Non seulement le WWF est en relation directe avec nombre de dirigeants plus bourgeois les uns que les autres et il entretient des liens étroits avec des grands groupes capitalistes (Carrefour, Castorama, Crédit agricole, Orange... en France par exemple), mais les écologistes du WWF sont des prédateurs aussi rapaces que les puissances impérialistes dans les pays dominés.

Au nom de la protection de la nature, le WWF a mis en place des parcs protégés en Afrique et en Asie. Ces mesures de protection se traduisent par des violences terribles dans les plus pures traditions du colonialisme («Le WWF accusé de financer des factions paramilitaires violentes en Asie et en Afrique», *Le Monde*, 5 mars 2019). Le WWF finance des milices sanguinaires pour garder ses parcs et ainsi permettre aux touristes bourgeois de goûter à un exotisme fantasmé.

Une enquête récente du site d'information américain Buzzfeed recense «une série d'exactions barbares commises sur des populations locales par des membres de WWF. Torture, viols ou meurtres» en Inde, au Népal, au Cameroun, en Centrafrique... Le WWF arme ces miliciens pour qu'ils puissent lancer des raids destructeurs contre des villages mais il a également «approuvé une proposition visant à tuer des intrus rédigée par un directeur de parc qui a présidé à l'assassinat de dizaines de personnes».

Le site rapporte de nombreux témoignages plus éloquentes les uns que les autres: des membres du WWF en Centrafrique qui ont «paradé dans les rues du pays avec des têtes de civils

décapités», des faits de torture au Népal, la mise en place d'un «réseau d'informateurs motivés par un sentiment de vengeance».

Ces accusations sont corroborées par celles publiées en 2017 par l'organisation Survival International («Dans le bassin du Congo, les Pygmées persécutés au nom de la protection de la nature», *Le Monde*, 24 septembre 2017). Au Cameroun, en Centrafrique et au Congo-Brazzaville, le WWF s'est rendu coupable de multiples violences contre les peuples des forêts, comme les Pygmées, les Baka et les Bayaka. Le but de l'organisation est de déporter hors des aires protégées les populations qui y résident. Le rapport liste des exactions des écologistes: «le cas d'une femme enceinte ayant fait une fausse couche en fuyant des rangers près du parc national de Nki, au Cameroun, d'un homme dont le tendon d'Achille a été sectionné à la machette, toujours au Cameroun, et, partout, de camps détruits, d'hommes battus, humiliés, punis pour avoir pénétré dans les zones interdites pour y chercher de la nourriture».

Les écologistes et les «éco-socialistes» se gardent bien de dénoncer le WWF qui se conduit comme les pires colonialistes du XIXe siècle, symbolisé par Kurtz dans le livre «Au coeur des ténèbres» de Conrad.

Le communisme est totalement opposé à l'écologisme. Cette idéologie bourgeoise est réactionnaire: elle rêve à une société capitaliste qui serait retournée en arrière, à un passé dans lequel l'homme aurait peu marqué de son empreinte la «nature». Elle refuse de se battre pour l'émancipation de l'Humanité et elle est même favorable à limiter cette émancipation pour protéger la «biodiversité», le «climat» ou la «planète».

Les écologistes ne proposent qu'un saut en arrière qui s'oppose frontalement aux intérêts immédiats et à long terme du prolétariat. Leur idéologie réactionnaire n'est pas recyclable et a sa place dans les poubelles de l'histoire.

La seule perspective réaliste pour libérer l'Humanité des maux qui l'accablent (exploitation, oppression, misère et famine, dégradation de l'environnement et mise en danger des prolétaires...) est celle de la révolution communiste internationale.

(1) Trotsky a défini ainsi l'Etat so-

## Belgique

# Après le succès de la grève générale, les syndicats abandonnent les revendications à la table des négociations !

Le 13 février dernier la Belgique a connu une importante grève générale. Suite aux tentatives de négociations entamées entre les bureaucraties syndicales et les organisations patronales, le front commun syndical a affirmé rejeter la marge très faible d'augmentation des salaires et la flexibilité démesurée proposées par les capitalistes. Ainsi que le refus patronal de discuter des conditions des emplois fins de carrières ou des pré-pensions.

Les patrons affirmaient qu'il n'existe qu'une marge salariale « disponible » de 0,8%... sur deux ans! A l'heure où les factures explosent! En période de croissance économique et de profit plantureux pour les entreprises! Alors que les cotisations patronales ont diminué et que l'impôt des sociétés a été réduit ...

Les organisations syndicales ont donc avancé plusieurs mots d'ordre: une augmentation significative de nos salaires, une augmentation du salaire minimum à 14 €/heure ou 2.300 €/mois, moins de pression et un travail faisable, plus de contrats à durée indéterminée et un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle, une pension minimum de 1.500 € net, une fin de carrière en douceur via le maintien des régimes de pré-pension et des emplois de fins de carrières à partir de 55 ans, le relèvement des allocations sociales de 10% au-dessus du seuil de pauvreté, l'égalité salariale « À travail égal, salaire égal ! », le renforcement des services publics, des factures de biens et services essentiels (eaux, gaz, électricité) raisonnables, une plus grande justice fiscale qui déplacera la pression fiscale des épaules les plus faibles vers les plus fortunés, le capital et les grandes entreprises, etc...

Ces revendications immédiates étant populaires au sein du prolétariat, il était évident que la grève nationale allait être particulièrement bien suivie. «*Rarement une action a pu compter sur une telle compréhension*», titrait le quotidien *De Standaard*.

L'entière des secteurs furent touchés. Des métallurgistes aux travailleurs de la pétrochimie en passant par les salariés.e.s des grands magasins (comme Carrefour qui a connu le licenciement de 1.200 personnes en 2018), de la poste, des transports publics, des ports et aéroports, du marchand et du non marchand, des services et de la production, du privé et du public, des banques et assurances (par ex. AXA qui sort d'une restructuration qui a touché 650 personnes).

Terrible constat: quatre années de gouvernement libéral/nationaliste, ce

sont 160.000 personnes qui dépendent des banques alimentaires : la charité pour se nourrir !

Soulignons que cette grève générale a eu lieu dans le cadre de l'AIP. Tous les deux ans, les organisations patronales et syndicales au sein du «Groupe des 10» négocient un nouvel Accord Inter-Professionnel, plus connu en tant qu'AIP. C'est un accord intersectoriel qui, d'une part, détermine la norme salariale pour les deux années à venir, et d'autre part, reprend une série de dispositions en matière de conditions de travail, formation, congés, etc.

### PROJET D'ACCORD

Fin février, on nous apprend que les «partenaires sociaux» sont parvenus à un projet d'accord après près de 20 heures de discussions.

Quelques légères augmentations touchent les prestations sociales. L'intervention patronale dans les frais de déplacement est revue légèrement à la hausse. On constate aussi les premiers reculs.

Afin d'éviter les licenciements secs, les entreprises en restructuration peuvent accorder des pré-pensions dès l'âge de 56 ans. Dorénavant, pour les entreprises en difficultés l'âge de la pré-pension a été rehaussé et passera de 56 à 58 ans cette année, 59 ans en 2020 et 60 ans fin 2020.

Concernant les fins de carrière, il est encore possible pendant deux ans et demi d'accéder à la pré-pension à 59 ans pour les longues carrières et les métiers lourds. Ensuite, on passe à 60 ans en 2021.

### ET LE POGNON?

Dans *La lettre au bureau fédéral* de la Fédération générale du travail de Belgique (syndicat de tendance «socialiste») du 26/02, Miranda Ulens et Robert Vertenuel, (Secrétaire générale et Président) bombent ridiculement le torse: «*Dans un contexte politique particulièrement difficile, nous sommes quand même parvenus à obtenir quelques avancées sociales pour les tra-*

*vailleurs. Certainement au niveau du pouvoir d'achat. Grâce à notre pression et à la grève que nous avons organisée, nous sommes parvenus à relever la marge de 0,8% à 1,1% de la masse salariale*»...

Concernant le salaire minimum (9,85 €), il a été augmenté de 1,1%, soit 10 centimes de l'heure, très largement en deçà des 14 € avancés par le front commun syndical.

Le carcan de l'austérité capitaliste est donc en fait avalisé par les syndicats.

Pourtant, Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la Confédération des Syndicats Chrétiens se réjouit au micro de la radio *La 1ère* du 27 février: «*C'est la première fois en 10 ans que l'on remet à l'agenda la question du salaire minimum. C'est un signal important*»... dix cents, quoi !

### SATISFACTION PATRONALE

La Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique défend complètement l'accord. Un soutien intéressant pour Pieter Timmermans, administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), patron des patrons, qui s'est enjoué: «*Cet AIP est un bon accord et une bonne chose pour la stabilité socio-économique de notre pays.*»

Le ministre de l'Emploi, Kris Peeters, n'a pas caché sa satisfaction: «*Nous accueillons l'accord de manière positive*», estimant que cela pouvait «*éviter le chaos en Belgique*». Rien que ça!

Pour «l'opposition», cette gauche résignée et aveulée qui n'a même plus la velléité de poser au défenseur des travailleurs, Frédéric Daerden, député PS, interviewé par Bel-RTL estime: «*En Belgique, il y a encore moyen d'avoir une concertation sociale*»...

### LA «CONCERTATION SOCIALE» MÈNE IMMANQUABLEMENT À LA DÉFAITE

Les leçons à tirer de ce nouvel épisode de trahison sont claires : les journées de grève y compris les plus puissantes, si elles restent sans lendemain et si les travailleurs laissent la direction de la lutte aux professionnels de la collaboration avec les patrons et l'Etat bourgeois, n'aboutissent à rien.

Preuve est à nouveau faite que les

mobilisations légalistes et pacifistes organisées par les syndicats collaborationnistes ne débouchent que sur la défaite et la démoralisation. Pour se défendre il n'y a pas d'autre voie que d'abandonner cette pratique de la «concertation sociale», de ne pas avoir peur de semer « le chaos » comme le redoutent les bourgeois, c'est-à-dire de briser la paix sociale qui ne profite qu'aux patrons.

Bourgeois et prolétaires, patrons et travailleurs ne sont pas des partenaires

qui peuvent trouver un bon « accord » entre eux : ce sont des **ennemis de classe** dont les intérêts sont irréconciliables. Ceux qui affirment le contraire ne sont que des vendus aux patrons, des défenseurs de l'ordre capitaliste, même et surtout quand ils prétendent défendre les travailleurs.

Seule la lutte de classe ouverte peut permettre de faire reculer la classe ennemie, de lui arracher des concessions significatives, avant de pouvoir la renverser, elle et tout son système d'exploita-

tion et de répression.

Les premiers pas dans cette voie sont la rupture avec les orientations et les pratiques de collaboration de classe suivies par le front commun syndical, le retour à la défense exclusive des intérêts prolétaires, l'adoption des méthodes et des moyens classistes de lutte : les travailleurs devront prendre leurs luttes en main en s'organisant pour cela, afin de ne pas les laisser entre les mains des appareils syndicaux traîtres !

3/03/2019

## Etats-Unis:

### Les femmes de chambre défient les magnats de l'hôtellerie

De nombreux hôtels des Etats-Unis, principalement de la chaîne de luxe Marriott, ont été touchés par une vaste grève entre septembre 2018 et les premiers mois de 2019. Des milliers de travailleurs – femmes de chambre, serveurs, portiers, cuisiniers... – se sont mis en grève, jusqu'à 8 000 selon certaines sources.

La vague de grève a débuté dans vingt-six hôtels de Chicago avant de s'étendre à San Francisco, San Jose, San Diego, Oakland et Los Angeles en Californie, Honolulu à Hawaï, Boston sur la côte Est et Détroit.

Les travailleuses, principalement des travailleuses noires, latines ou immigrées, doivent affronter au quotidien des conditions de travail et de vie misérables (souvent ils doivent jongler avec deux emplois), un coût de la vie exorbitant (car ils ne peuvent pas vivre très loin des palaces), des salaires et des retraites faibles, une assurance maladie qui protège peu, une charge de travail éreintante, et, pour couronner le tout, du harcèlement et des agressions sexuelles fréquentes.

Ces dernières années, les conditions de travail des femmes de chambre se sont encore dégradées. Au nom d'une politique « écologique », les patrons de Marriott ont décidé de baisser la fréquence du nettoyage des chambres pour économiser de l'eau par exemple. Cela a eu des conséquences directes pour les travailleuses : 700 000 heures de travail supprimées c'est-à-dire 350 emplois dans les hôtels Starwood du groupe par exemple, des chambres plus sales et plus difficiles à nettoyer (ce qui oblige à utiliser des produits plus forts et plus toxiques), une hausse des accidents de travail (plus cinquante pour cent entre 2013 et 2017).

A cela s'ajoute la mécanisation des tâches qui est une menace directe pour l'emploi.

Si les travailleurs ont des fins de mois difficiles, le secteur hôtelier engrange des profits énormes qui, de plus,

sont en forte hausse. Et ce secteur emploie un grand nombre de travailleurs: la chaîne Marriott a plus de salariés que Boeing ou Microsoft.

Face aux magnats des hôtels, les travailleurs sont entrés en lutte pour se défendre avec des revendications salariales. A Chicago, ils exigeaient de bénéficier de l'assurance maladie toute l'année car les patrons les licencient pendant les périodes creuses (et les privent ainsi de l'assurance). Partout, ils revendiquaient des augmentations de salaires avec un mot d'ordre fédérateur «Un emploi devrait suffire» et dénonçaient les pertes d'heures liées à la mécanisation.

Les patrons ont commencé par rejeter les demandes des travailleurs et, en réponse, la grève a été votée. Les chambres n'ont plus été nettoyées, les restaurants fermés et des clients ont du changer leurs draps eux-mêmes.

Le patronat et les politiciens bourgeois ont employé leurs méthodes de voyous habituelles: recrutement de jaunes ou arrestation de manifestants, mais cela n'a pas fait plier les grévistes.

Les travailleurs ont frappé les patrons où cela leur fait mal: les profits. Face à la lutte, ces derniers ont dû lâcher des concessions notables: une augmentation des salaires (jusqu'à quarante pour cent), des créations de postes pour faire face aux retards de nettoyage engendrés par la grève, un système d'alarme électronique contre les agressions sexuelles pour les travailleuses isolées...

Même si les revendications n'ont pas été satisfaites à cent pour cent, cette grève offensive est enthousiasmante car les grévistes ont montré leur

courage et leur détermination. Ils ont ainsi brisé la paix sociale et l'offensive patronale. Ils ont démontré qu'on peut faire reculer l'apparente force de la bourgeoisie à condition de s'appuyer sur la force organisée des travailleurs et sur la lutte ouverte.

Le grand résultat d'un combat de ce type est d'en sortir renforcé sur le plan de l'unité et de retrouver le sentiment de confiance dans la lutte massive et solidaire.

Cette grève est importante car c'est un épisode de la lutte de classe qui doit servir de leçon aux prolétaires pour comprendre que la grève est l'arme fondamentale pour gagner.

## Proletarian

N° 15 (Winter 2018)

- Wave of Strikes in Education in the United States. Workers Must Fight on Class Terrain to win their Struggle!
- Considerations on the Party's Organic Activity When the General Situation is Historically Unfavourable
- Brazil caught between economic crisis, political rivalries and class struggle
- Nicaragua: The bloody end of Sandinism and the need for a class struggle orientation
- Energy, Ports, Plantations: Flaming up of Workers' Combativity in Sri Lanka
- Haiti. The proletarians of the textile industry confront the bosses, the State and their henchmen
- Oil pollution in Nigeria: Capital pollutes and kills. Only the proletarian revolution will end this greedy and criminal system
- Elections in Catalonia: «Nationalist» parties and «constitutionalist» parties with one single objective: to maintain electoral, democratic and legalistic illusions within the proletariat
- When the ICC «polemicizes» it is in order to evade the issue!
- Canada: a good Indian...

One copy: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

## **Etats-Unis**

# **Grève des professeurs de Los Angeles: une bataille de classe bradée par le collaborationnisme**

En janvier, la principale métropole de la côte Ouest des Etats-Unis a été secouée, pendant six jours, par une vaste et combative grève.

Trente milles professeurs et autres travailleurs de l'éducation du district de Los Angeles, en Californie, se sont mis en grève pour de meilleurs salaires, des classes moins surchargées et l'embauche d'infirmières, de psychologues, de bibliothécaires et de conseillers d'éducation.

Elle a ainsi privé de cours 600 000 élèves dans 900 écoles, collèges et lycées publics.

Cette grève illimitée s'est accompagnée d'une véritable solidarité de classe. Cette solidarité s'est traduite par des manifestations massives qui ont réuni jusqu'à 60 000 travailleurs. Elle s'est aussi exprimée sur de très nombreux piquets de grève devant les écoles, qui ont été tenus par des enseignants, des personnels scolaires et prolétaires parents d'élèves. Des grèves de solidarité ont été menées par la section locale SEIU (un syndicat d'employés qui syndique dans les secteurs des services publics, de la santé et de l'entretien) et le syndicat des dockers ILWU a prêté des salles aux grévistes pour qu'ils puissent organiser la fabrication de matériels et des distributions alimentaires sur les piquets.

### **Cette bataille a été sabotée puis bradée par le collaborationnisme.**

Dès le départ, les dirigeants du syndicat enseignant UTLA montraient qu'ils n'avaient appelés à la grève que sous la pression et déclaraient *«les éducateurs ne veulent pas la grève»*. Lorsque la grève s'est transformée en réussite, ils ont œuvré à l'affaiblir en ordonnant aux grévistes de laisser les non-grévistes traverser les piquets de grève.

Au bout d'une semaine de grève combative, l'UTLA a appelé à la reprise du travail en raison d'un accord sensé prévoir une réduction de l'effectif des classes et des recrutements. Au départ, les grévistes étaient enthousiastes face à ce qui leur était présenté comme une victoire. Mais lorsque l'accord a été publié, l'enthousiasme a fait place à la colère.

Pour justifier sa trahison, la bonzerie a organisé un scrutin bidon (en jouant sur le fait que beaucoup n'avaient pas encore lu l'accord) et proclamé une

écrasante victoire du «oui». Cette supercherie n'a pas éteint la colère: la page Facebook du syndicat a été inondée de milliers de commentaires furieux se plaignant des termes de l'accord et du vote précipité.

### **Beaucoup de grévistes ont pu juger depuis de l'étendue de la trahison.**

L'augmentation salariale de 6% est identique à celle proposée par l'employeur (le LAUSD) l'été dernier. Pourtant, l'inflation à Los Angeles est de plus de 3% par an. L'augmentation va rapidement être rognée par l'inflation et le niveau de vie va repartir à la baisse.

La clause qui permettait d'augmenter à volonté le nombre d'élèves par classe est abrogée... mais cela avait été obtenu avant le déclenchement de la grève.

La réduction de la taille des classes d'un élève sera très limitée et vraiment effective dans trois ans... pour aboutir à 39, ce qui sera une baisse limitée dans certains cas et une augmentation pour d'autres (les cours de mathématiques avaient jusqu'alors un plafond de 37 élèves).

La création de postes de conseiller d'éducation ne se fera que si l'école atteint une moyenne de 750 élèves par conseiller.

L'embauche de 300 infirmières et de 81 bibliothécaires est programmée... mais le LAUSD avait proposé avant la grève d'embaucher 1 200 enseignants, conseillers, infirmières et bibliothécaires. Plus de 800 postes ont disparu entre temps !

### **En fait, le collaborationnisme a bradé une belle bataille sur le terrain de classe qui avait su trouver la solidarité active de certains secteurs prolétaires.**

Cela souligne l'ampleur des tâches des communistes qu'ils ne peuvent malheureusement affronter aujourd'hui que de façon extrêmement limitée. Sans l'action décidée et fermement orientée par des principes de classe, il n'est pas possible de construire un front de lutte uni, groupant tous les travailleurs prêts à se battre contre le statu quo bourgeois et l'union sacrée de la bourgeoisie et du collaborationnisme.

Les grèves qui secouent les États-Unis (dans l'enseignement, l'automobi-

le, les hôtels...) constituent un clair rappel de la nécessité et de l'urgence d'un authentique **syndicalisme de classe**.

Il n'y a pas d'autre voie pour assurer la défense conséquente des intérêts matériels et, au-delà, des intérêts historiques de la classe prolétarienne.

### **Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !**

- **«programme communiste»**  
*Revue théorique en français*
- **«il comunista»**  
*Journal bimestriel en italien*
- **«el programa comunista»**  
*Revue théorique en espagnol*
- **«El proletario»**,  
*Journal en espagnol*
- **«Proletarian»**,  
*Bulletin en anglais*

### **Points de contact:**

**Aix, Paris:** pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### **CORRESPONDANCE :**

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano  
**Pour l'Espagne:** Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

### **SOUSCRIPTION PERMANENTE**

#### **Deuxième liste 2019**

Aix: 54,50 / François: 3,50 / Philippe: 2,00 / Paris: 600,00 / Pour la dictature internationale du prolétariat: 46,50 / Victor: 10,00

**Total liste: 716,50**

**Total général: 1685,00**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Versements:** timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**